ENQUÊTE

MERCREDI 29
JUILLET 2026
NUMÉRO 4464

100 F
www.enqueteplus.com
ISSN : 2230-133X

DAKAR-BAMAKO

L'heure du dialogue

P. 3

Le nouveau président en exercice de la Cedeao effectue sa première mission au Mali. Sécurité et coopération régionale au cœur des échanges avec Assimi Goïta. Eco, Umoa, OMVS, Corridor : ces autres enjeux de la visite.

CRISE DES MÉDIAS

Le gouvernement relance le dialogue avec le patronat

P. 2

TAHIROU SARR

De la percée électorale à l'effacement politique

P. 4

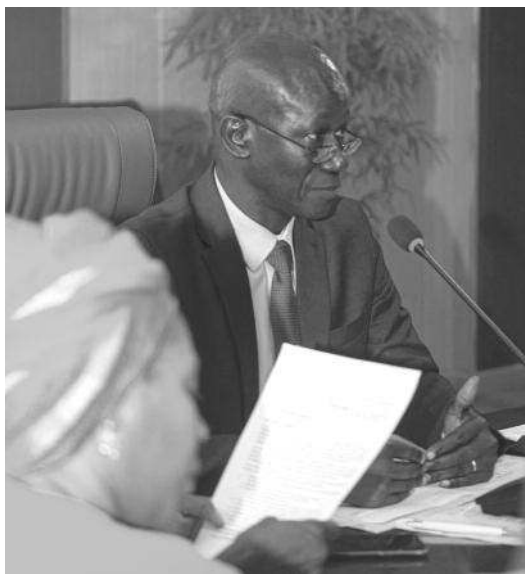
AIBD SA

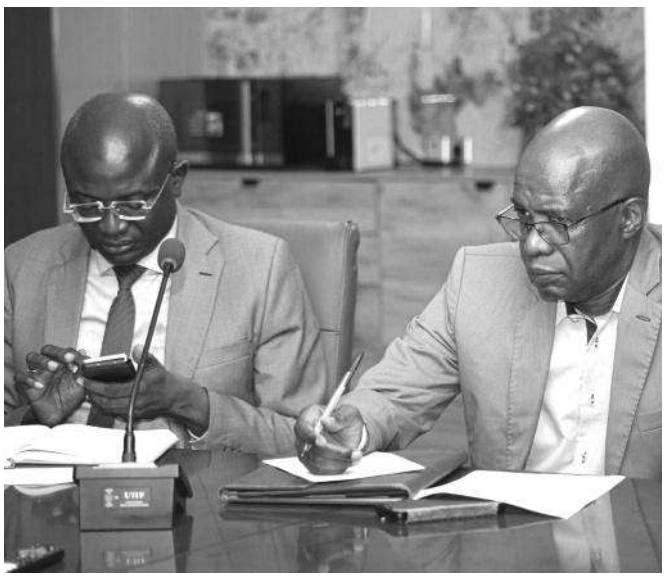
Le Syndicat dit non au plan social

P. 5

CRISE DANS LES MÉDIAS

Le gouvernement ouvre le dialogue avec le patronat de la presse





Le gouvernement et le patronat de la presse renouent le dialogue. Le ministre de la Communication et des Relations avec les Institutions, porte-parole du Gouvernement, Dr Bacary Sarr, a reçu, ce lundi à Dakar, une délégation du Conseil des diffuseurs et éditeurs de presse du Sénégal (CDEPS) afin d'échanger sur les principaux défis auxquels est confronté le secteur des médias.

Au cours de cette rencontre, les représentants des entreprises de presse ont exposé les difficultés économiques qui affectent depuis plusieurs années les organes de presse, dans un contexte marqué par la baisse des revenus et les tensions de trésorerie.

Selon les services du ministère, Dr Bacary Sarr a prêté une "écoute attentive" aux préoccupations exprimées par le patronat de la presse. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement d'œuvrer, en concertation avec les acteurs du secteur, à la recherche de solutions durables aux problèmes soulevés.

Plusieurs dossiers jugés prioritaires ont été examinés. Les discussions ont notamment porté sur la situation économique des entreprises de presse, la reprise des contrats publicitaires avec les structures publiques, la révision des textes relatifs au Code de la presse ainsi qu'au Fonds d'appui et de développement de la presse (FADP). La question de l'apurement de la dette fiscale des entreprises de presse a également été évoquée.

À l'issue de la rencontre, les membres du CDEPS ont salué l'initiative du ministre, qu'ils considèrent comme un signal d'ouverture et d'apaisement dans un secteur confronté à de nombreuses difficultés. Ils ont également exprimé leur satisfaction quant à la disponibilité affichée par les autorités à poursuivre le dialogue avec les professionnels des médias.

Cette rencontre intervient alors que les entreprises de presse sénégalaises continuent de plaider pour des réformes destinées à assainir l'environnement économique du secteur et à garantir les conditions d'une presse indépendante et viable. ■

FDCUIC

Nitdoff démissionne, Red Black se positionne

Le départ de Mor Tallah Guèye, alias Nitdoff, de la présidence du Conseil d'administration du Fonds de développement des cultures urbaines et des industries créatives (FDCUIC) ouvre la bataille pour sa succession. Déjà en campagne depuis plusieurs semaines, l'artiste Red Black apparaît comme le premier candidat déclaré à cette fonction stratégique.

Le Fonds de développement des cultures urbaines et des industries créatives (FDCUIC) s'apprête à changer de président du Conseil d'administration. À la veille du Conseil des ministres, Mor Tallah Guèye, plus connu sous le nom de Nitdoff, a annoncé sa démission de cette fonction, invoquant des raisons politiques et personnelles. Dans une déclaration publiée sur ses réseaux sociaux, le rappeur affirme quitter ses responsabilités au nom de sa fidélité à ses convictions. "Je démissionne de mon poste de président du Conseil d'administration du FDCUIC", écrit-il, avant d'expliquer avoir soutenu le projet politique porté par Pastef au nom de la souveraineté, de la rupture avec le système et de la transformation du Sénégal. Selon lui, l'évolution récente de la situation politique ne correspond plus aux idéaux qui avaient motivé son engagement. "Je refuse d'être complice de cette dérive", affirme-t-il, dénonçant ce qu'il considère comme un retour progressif des pratiques qu'il avait combattues. Pour l'artiste, cette démission constitue davantage un acte de cohérence politique qu'un simple départ administratif. "L'engagement ne se limite pas à un poste, mais réside avant tout dans la fidélité à ses principes", conclut-il.

Cette démission ouvre immédiatement la question de la succession à la tête du FDCUIC. Depuis plusieurs semaines, l'artiste mène ouvertement campagne pour accéder à la présidence du Conseil d'administration du Fonds. Une démarche inédite pour cette institution, où les ambitions se manifestaient jusqu'ici de manière beaucoup plus discrète. À travers des affiches et différents supports de communication, le candidat revendique son expérience dans les cultures urbaines et met en avant sa connaissance du secteur, sa vision stratégique ainsi que son engagement en faveur de la jeunesse. Son slogan est explicite : "M. Red Black pour PCA du FDCUIC".

Si Red Black est aujourd'hui le seul à afficher publiquement ses ambitions, rien n'indique qu'il sera l'unique prétendant. Mais il faut le dire, la désignation du président du Conseil d'administration relève exclusivement des autorités compétentes. Ce n'est ni par vote, ni par élection. Le calendrier intrigue toutefois plusieurs observateurs. La campagne de Red Black avait été lancée bien avant l'annonce officielle de la démission de Nitdoff, alimentant les commentaires dans le milieu des cultures urbaines. Quoi qu'il en soit, la succession de Nitdoff ouvre une nouvelle séquence pour le FDCUIC, un outil stratégique de financement des cultures urbaines et des industries créatives. Entre les considérations politiques, les ambitions personnelles et les attentes des acteurs culturels, le choix du prochain président du Conseil d'administration sera particulièrement suivi. ■

FATOU BA

LE MAGAL DE TOUBA PÈSE 629,6 MILLIARDS DE F CFA

Le Grand Magal de Touba ne constitue pas seulement l'un des plus importants rassemblements religieux d'Afrique. Il représente également un puissant moteur économique. Selon une étude conjointe menée par l'Université Cheikh Ahmadoul Khadim (UCAK) et l'Université Alioune Diop de Bambey (UADB), en partenariat avec le Comité d'organisation du Grand Magal, cette manifestation génère 629,6 milliards de francs CFA de retombées pour l'économie nationale. Les résultats de cette étude ont été dévoilés, hier, à Touba, lors d'une cérémonie officielle. D'après le Comité d'organisation, cette évaluation visait à mesurer, pour la première fois de manière scientifique, la contribution réelle du Grand Magal à l'économie sénégalaise. Les chercheurs se sont intéressés aussi bien aux retombées directes qu'aux effets induits sur plusieurs secteurs d'activité. Le commerce, les transports, l'hôtellerie, la restauration, les télécommunications, les services ainsi que les activités informelles figurent parmi les principaux domaines ayant bénéficié des dépenses liées au pèlerinage. Au-delà du chiffrage des retombées économiques, les initiateurs de l'étude souhaitent mettre à la disposition des pouvoirs publics des données susceptibles d'orienter les politiques publiques, les investissements et les stratégies d'organisation de cet événement religieux qui rassemble, chaque année, plusieurs millions de fidèles. Le Comité d'organisation estime également que ces résultats permettent de mieux mesurer la contribution du Grand Magal à la création de richesses, au dynamisme entrepreneurial et au développement économique du Sénégal, au-delà de sa dimension spirituelle. Prévu cette année le 2 août, le Grand Magal commémore le départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba Khadimou Rassoul, fondateur du mouridisme.

LE NOUVEAU PLAFOND FIXÉ PAR L'ARM CONTESTE

Le nouveau prix plafond de l'oignon ne fait pas l'unanimité. L'Agence de régulation des marchés (ARM) a récemment annoncé un plafonnement à 9 000 F CFA le sac de 25 kilogrammes, soit 360 F CFA le kilogramme. Une décision contestée par certains producteurs, qui estiment qu'elle pénalise la filière. Parmi les voix les plus critiques figure Amar Yaya Sall, agropasteur à Darou Ndoye, membre du Cadre de concertation des maraîchers du Sénégal et secrétaire national chargé des revendications du Syndicat des agriculteurs du Sénégal (SAS). Selon lui, cette nouvelle tarification est en contradiction avec les orientations précédemment défendues par l'ARM. "L'Agence de régulation des marchés avait elle-même conseillé un prix plafond de 400 F CFA le kilogramme. Quelle est la base économique de ce revirement et quelles en sont les justifications ?", s'interroge-t-il. Le responsable syndical considère que cette décision est "injuste, inappropriée et illégale". Il annonce que les producteurs concernés entendent saisir la justice afin d'obtenir l'annulation de la mesure. "Nous allons immédiatement saisir la justice pour demander l'annulation de cette décision et obtenir réparation du préjudice subi", affirme-t-il. Cette sortie intervient alors que la commercialisation de l'oignon local reste un enjeu sensible, tant pour les producteurs que pour les consommateurs. La décision de l'ARM pourrait ainsi ouvrir un nouveau front de contestation entre les autorités de régulation et les acteurs de la filière maraîchère.

TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Les éléments de la Brigade régionale des stupéfiants (BRS) de Kédougou, relevant de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (Ocrtis), ont procédé, le 20 juillet dernier, à l'interpellation de deux individus dans le village de Bambaranding, dans la région de Kédougou. Selon les services de l'Ocrtis, l'opération a été déclenchée à la suite d'un renseignement opérationnel faisant état de l'existence présumée d'un réseau de trafic de drogue dans cette localité. Les deux suspects ont été arrêtés vers 20 heures. Les investigations menées par les enquêteurs ont permis d'établir qu'ils partageaient la même chambre, où ils auraient entreposé des produits destinés à la vente. Lors de la perquisition, les policiers ont découvert 550 comprimés de Tramadol, 200 grammes de Kush en vrac ainsi que 127 cornets de Kush dissimulés dans la chambre occupée par les deux hommes. La fouille d'une case voisine, présentée par les enquêteurs comme un dépôt utilisé par les suspects, a conduit à la saisie de 1 500 comprimés supplémentaires de Tramadol et d'un bloc de 600 grammes de Kush. Au total, l'opération a permis la saisie de 2 050 comprimés de Tramadol, 800 grammes de Kush en vrac et 127 cornets de Kush, selon le bilan communiqué par l'Ocrtis. Les deux individus sont poursuivis pour association de malfaiteurs, détention et trafic de produits psychotropes, vente illicite de médicaments, exercice illégal de la profession de pharmacien, ainsi que détention et trafic de Kush. À l'issue de leur garde à vue, ils ont été déférés devant le parquet compétent, où ils devront répondre des faits qui leur sont reprochés.

ENQUÊTE
Publications - Société éditrice
Aéroport Yoff-Dakar
Tél. 77 849 31 49
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Gaston Coly
Directrice de la Publication :
Bigué Bob
Conseiller spécial Dirpub :
Issa Sall
Rédacteur en chef :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction centrale :
Fatou Ba, Mamadou Diop, Amadou Fall, Khaly Sarr, Cheikh Thiam

Correspondants :
Djibril Ba (Matam), Hubert Sagna (Ziguinchor), Ibrahima Bocar Sène (St-Louis), Mor Mbathio Ndiaye (Linguère), Ndèye Diallo (Thiès), Nfaly Mansaly (Kolda)

Directeur artistique :
Fodé Baldé

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél **: 77 849 31 49**
Impression : **AFRICA PRINT**

SÉNÉGAL - MALI - CEDEAO

Des notes d'espoir

Fraîchement porté à la tête de la CEDEAO, le président Bassirou Diomaye Faye réserve sa première visite à l'étranger au Mali, où il a abordé avec son homologue les questions brûlantes relatives à la coopération bilatérale et régionale.

MOR AMAR

L'espoir renaît sur l'axe Dakar-Bamako. A la suite de sa désignation comme président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), le président de la République Bassirou Diomaye Faye s'est rendu hier, pour sa première visite hors du Sénégal, au Mali, pays qu'il avait déjà visité, suite à son élection à la tête du Sénégal.

Pour la présidence sénégalaise, c'est avant tout une visite de solidarité. Elle a cependant été l'occasion d'aborder les questions relatives à la paix, à la sécurité mais également à la coopération entre les deux pays. Les présidents Faye et Assimi ont aussi évoqué les voies et moyens pour "lutter efficacement contre le terrorisme" qui ne cesse de s'étendre et qui menace toute la sous-région, a précisé le président sénégalais.

Bassirou Diomaye Faye a témoigné à son homologue la disponibilité du Sénégal à accompagner le Mali pour faire face ensemble aux défis multiples et aux menaces à la paix et à la stabilité dans toute la sous-région. Parce que, selon lui, ces menaces ne connaissent pas de frontières et se renforcent avec les divisions entre les pays.

"Nous avons aussi discuté des perspectives de renforcement de la coopération pour relever ensemble les défis, que ce soit dans le cadre bilatéral ou dans le cadre des instances régionales où le Mali et le Sénégal sont membres", a souligné le chef de l'État, qui se réjouit de la parfaite convergence de vue entre Dakar et Bamako sur les principales questions. "J'ai redit au Président Goita qu'il peut compter sur le soutien indéfectible du Sénégal."

La sécurité : la première des priorités

Comme attendu, l'enjeu sécuritaire a donc été au cœur des échanges entre les deux présidents. A entendre Giles Yabi, cela est parfaitement prévisible, si l'on sait que cette question reste la première des priorités pour tous les pays. "La première priorité pour le président sénégalais et pour tous les acteurs de la sous-région, c'est la sécurité régionale. Cette sécurité régionale passe nécessairement par le rétablissement de liens de confiance ou en tout cas la réduction de la méfiance entre les différents pays de la région, notamment les pays côtiers et les pays sahéliens. C'est donc le premier enjeu, d'autant plus que c'est une menace qui n'épargne aucun pays", analysait-il sur TV5.

Avec cette visite, les nostalgiques n'ont pas manqué d'évoquer à nouveau la lancinante question des relations entre la CEDEAO et les pays de l'AES (Alliance des États du Sahel). Mais pour Gilles Yabi, de telles retrouvailles ne semblent pas envisageables dans le court-moyen terme. "L'ambition à mon avis n'est plus de faire revenir les pays du Sahel central dans la CEDEAO. Ces pays ont déjà fait le choix de quitter. Ils auraient pu créer cette Alliance tout en restant dans la CEDEAO, ce qui est parfaitement possible. Le départ de ces trois pays s'inscrit dans leur stratégie politique et on les voit mal revenir sur cette décision", a précisé le directeur exécutif du think tank oust africain Wathi.

L'ambition, pour lui, c'est plus "de créer un cadre qui permette la reprise d'une coopération sécuritaire entre tous les pays concernés (pays de la CEDEAO et pays de l'AES) par la menace des groupes armés terroristes" et au-delà. "Je pense qu'il est très important de regarder l'ensemble des menaces et pas seulement celles posées par les groupes armés. On a des milices communautaires, une dégradation significative de la sécurité dans l'ensemble de l'espace ouest africain...", a prévenu Monsieur Yabi.

Uemoa, Eco, OMVS, ces autres enjeux de la visite

Au-delà des questions sécuritaires et des enjeux de coopération entre l'AES et la CEDEAO, les deux dirigeants ont aussi évoqué la dynamisation des organisations comme l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal et l'Union économique et monétaire ouest africaine. Il a été retenu à cet effet de faire les diligences pour tenir dans les meilleurs délais des sommets des chefs d'États.

Il convient de rappeler que les deux États sont membres, au même titre que les deux autres pays de l'AES (Niger et Burkina), d'une même Union monétaire qui s'apprête à entrer dans une phase de transformation profonde, avec l'annonce du lancement de la monnaie unique CEDEAO dès 2027. A l'issue du dernier sommet des chefs d'États, il a été réaffirmé cette volonté qui va dans le sens de renforcer l'intégration.

"À cet égard, la Conférence a décidé que le lancement de l'ECO commencera avec les pays qui remplissent les critères de convergence définis et sont prêts à y prendre part. Dans le même temps, un appui approprié sera apporté aux pays qui ne sont pas encore prêts, afin de faciliter leur adhésion ultérieure à la monnaie unique. La Conférence a, en outre, félicité la Commission de la CEDEAO pour les consultations de haut niveau en cours avec les Gouverneurs des Banques centrales des États membres visant à dégager un consensus sur les questions en suspens indispensables à l'introduction de l'ECO en 2027. ■

UEMOA – OMVS

Des sommets dans les meilleurs délais

Dans un communiqué, le gouvernement malien s'est réjoui d'une visite placée sous le signe de la fraternité, du dialogue et de la solidarité. "Au cours de sa visite, le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a eu un entretien en tête-à-tête avec le Président de la Transition, Son Excellence le Général d'armée Assimi Goïta, Chef de l'État, avant de prendre part à des séances de travail restreinte puis élargie aux délégations des deux pays", a précisé le communiqué du gouvernement malien.

Les discussions ont également porté sur le renforcement de la coopération bilatérale ainsi que sur les perspectives de dynamisation des mécanismes régionaux, notamment au sein de l'UEMOA et de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS). "Les deux dirigeants ont convenu de poursuivre les concertations avec leurs homologues en vue de la tenue, dans les meilleurs délais, d'un sommet des Chefs d'État consacré au renforcement de la coopération monétaire, économique et à la gestion concertée des ressources hydrauliques", indique le document.

Cette visite, selon les parties, "illustre la volonté commune des deux pays de privilégier le dialogue, la fraternité et l'action concertée pour relever les défis communs et contribuer à la stabilité, à l'intégration et au développement durable de la sous-région".

Même s'il a très peu été question du corridor et de la coopération économique, il va de soi que ça reste une question essentielle pour les deux pays. Depuis les attaques du 25 avril, le corridor Dakar-Bamako via Kayes est presque impraticable. Les transporteurs sont obligés de passer par Kédougou pour éviter l'axe Kayes – Bamako, où les djihadistes dictent leurs lois. Si Dakar est sérieusement impacté sur le plan économique, le Mali aussi le ressent avec notamment le renchérissement de certains produits. ■

M. AMAR

TAHIROU SARR

De la percée électorale à l'effacement politique

Entre stratégie délibérée de communication ou déficit de ressources politiques voire incapacité à transformer une percée électorale en leadership durable, l'absence de Tahirou Sarr, député non inscrit à l'Assemblée nationale, sur le débat politique sénégalais laisse la voie à une interprétation protéiforme.

KHALY SARR

En politique, l'absence est parfois aussi éloquente que la présence. Dans une démocratie médiatisée où la visibilité constitue une ressource stratégique, disparaître durablement de l'espace public n'est jamais neutre. Le cas de Tahirou Sarr interpelle à cet égard. Après une forte exposition médiatique lors des élections législatives de 2024, marquée par des prises de position tranchées sur l'immigration, la souveraineté et la préférence nationale, le député semble avoir progressivement disparu du débat public. Depuis près d'une année, ses interventions publiques se sont raréfiées et sa page Facebook, autrefois régulièrement alimentée, est restée silencieuse.

Les travaux sur la "démocratie du public" montrent que la compétition politique contemporaine repose largement sur la capacité des dirigeants à demeurer présents dans l'espace médiatique. La visibilité est devenue une ressource politique à part entière.

Tahirou Sarr avait précisément construit sa notoriété grâce à une stratégie d'hypervisibilité. Ses interventions sur la migration, la préférence nationale ou encore la réforme de l'état civil avaient permis à un parti jusque-là marginal d'obtenir une représentation parlementaire. Une fois élu député, cette dynamique semble s'être interrompue.

Une stratégie de communication fondée sur la rareté…

Or, en politique, un capital médiatique qui n'est pas entretenu tend à s'éroder rapidement. Contrairement à une entreprise qui peut vivre de sa réputation passée, un acteur politique doit continuellement produire de nouveaux événements, de nouvelles propositions et de nouveaux récits. L'absence prolongée fragilise donc progressivement son capital politique.

Une première lecture consiste à considérer que cette discrétion relève d'un choix stratégique. En communication politique, certains responsables cultivent volontairement la rareté afin d'éviter la surexposition. Il n'est pas vain à cet effet de rappeler que toute parole publique engage un capital symbolique : parler trop souvent peut conduire à banaliser sa parole.

Dans cette perspective, Tahirou Sarr pourrait chercher à intervenir uniquement lorsque des enjeux correspondant à son identité politique émergent : immigration, souveraineté, nationalité ou sécurité. Cette stratégie présenterait néanmoins une faiblesse non négligeable.

La rareté ne fonctionne véritablement que lorsqu'elle concerne un acteur déjà fortement installé dans le champ politique. Ousmane Sonko par exemple peut disparaître momentanément de l'espace public sans disparaître de l'agenda médiatique. À l'inverse, un jeune leader politique dont la notoriété est encore fragile risque, par une absence prolongée, d'être progressivement remplacé dans les représentations collectives par d'autres entrepreneurs politiques.

La rareté est alors une stratégie efficace lorsqu'on est incontournable ; elle devient risquée lorsqu'il faut encore construire sa place.

Une seconde explication renvoie au concept de "niche politique". Les petits partis se développent souvent autour d'un nombre limité de thèmes fortement différenciants. Toute la communication de Tahirou Sarr reposait essentiellement sur quelques enjeux : la migration ; la préférence nationale ; la souveraineté juridique ; l'état civil ; la nationalité.

L'absence de "niche politique"

Or, depuis plusieurs mois, le débat politique sénégalais est dominé par un tout autre agenda : les tensions entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, la recomposition de la majorité, la naissance de Kiiraay et les dissidences internes à Pastef.

Lorsque l'agenda national est monopolisé par d'autres enjeux, un entrepreneur politique spécialisé dans une niche politique peut avoir des difficultés à imposer ses thèmes. La science politique montre d'ailleurs que les politiques publiques émergent lorsque trois flux se rencontrent : les problèmes, les solutions et les opportunités politiques. Si l'opportunité disparaît, même une proposition solide peut rester invisible.

Sous cet angle, l'effacement de Tahirou Sarr pourrait s'expliquer moins par un manque d'idées que par l'absence d'un contexte favorable à leur mise en avant.

Il est important de souligner qu'un parti politique ne survit pas uniquement grâce au charisme de son dirigeant. Il lui faut : une organisation solide ; des relais territoriaux ; une production continue d'activités politiques permanentes ; des militants actifs ; une institutionnalisation.

Le parti de Tahirou Sarr demeure essentiellement structuré autour de sa personne. Cette personnalisation comporte un risque majeur : lorsque le leader ralentit son activité, toute l'organisation entre dans une forme de léthargie.

À la différence de Pastef, qui dispose d'un appareil militant dense, ou de l'APR qui conserve des réseaux territoriaux, le mouvement de Tahirou Sarr semble dépendre fortement de son initiative personnelle. Cette faiblesse organisationnelle peut expliquer son faible niveau de visibilité actuelle.

Une autre hypothèse consiste à voir dans cette discrétion une stratégie d'attente. Le champ politique sénégalais connaît actuellement une recomposition rapide. Dans ce contexte, certains acteurs peuvent choisir de préserver leurs ressources en attendant une fenêtre d'opportunité plus favorable, par exemple les élections locales ou une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale.

La polarisation du marché politique…

Cette logique correspond à ce que les théories du choix rationnel décrivent comme une optimisation des coûts et des bénéfices de l'engagement politique. Toutefois, un attentisme prolongé comporte lui aussi un coût : celui de la perte de centralité dans le débat public.

L'effacement de Tahirou Sarr s'explique également par la transformation du marché politique. Le débat est aujourd'hui largement structuré autour de deux pôles concurrents issus d'une même matrice politique : Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko. Cette polarisation laisse peu d'espace médiatique à des acteurs périphériques.

Par ailleurs, plusieurs figures de l'opposition ou de la majorité cherchent elles aussi à occuper des segments spécifiques du débat public. Dans une logique, les partis qui ne parviennent pas à exercer un potentiel de coalition ou un potentiel de chantage risquent d'être marginalisés dans un système partisan dominé par quelques acteurs centraux.

L'effacement de Tahirou Sarr semble résulter d'une combinaison de facteurs plutôt que d'une seule cause. La stratégie de rareté peut expliquer une partie de cette discrétion, mais elle apparaît difficile à soutenir durablement pour un acteur dont la notoriété reste en construction. Le recentrage de l'agenda politique sur la rivalité entre Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko réduit également l'espace disponible pour un entrepreneur politique spécialisé sur les questions migratoires et souverainistes. Enfin, les contraintes organisationnelles d'un parti peu institutionnalisé peuvent accentuer cette perte de visibilité. ■

SOCIETE NATIONALE DES EAUX DU SENEGAL SONES

AVIS DE DÉCÈS

Monsieur Cheikh Tidiane DIEYE, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement,

Monsieur Cheickh BADIANE, Président du Conseil d'Administration de la SONES,

Monsieur Abdoul NIANG, Directeur Général et l'ensemble du Personnel de la SONES, vous font part du décès survenu à Saint-Louis le lundi 27 juillet 2026 de :

- **Mme Yaye Indou MBACKÉ**

Mère de leur collaboratrice Mme Ndèye Awa DIAGNE, Chef du Bureau Courrier au Secrétariat général

L'enterrement a eu lieu le même jour à Saint-Louis.
Les condoléances ont été reçues le mardi 28 juillet 2026 à Saint-Louis.

En cette douloureuse circonstance, la SONES présente ses sincères condoléances à Mme Ndèye Awa DIAGNE et à la famille éplorée.

Paix à son âme.
Fatiha + 11 likhlass

AIBD SA

Le STDS rejette le plan social

Le Syndicat des travailleurs démocratiques du Sénégal (STDS) rejette le projet de plan social envisagé par la Direction générale de l'AIBD SA. Estimant que les difficultés de l'entreprise relèvent davantage de problèmes de gouvernance que d'un sureffectif, il exige l'organisation immédiate des élections des délégués du personnel, condition qu'il juge indispensable à l'ouverture d'un véritable dialogue social.

Le climat social se crispe à l'AIBD SA. Dans un communiqué rendu public, le Syndicat des travailleurs démocratiques du Sénégal (STDS) exprime son opposition "catégorique" au projet de plan social annoncé par la Direction générale de l'entreprise. Le syndicat considère cette mesure comme "injustifiée, inopportune et inacceptable", aussi bien sur le plan social que du respect du dialogue entre la direction et les travailleurs.

Pour le STDS, les difficultés auxquelles fait face AIBD SA ne sont pas la conséquence d'un sureffectif, mais plutôt de choix de gestion et de gouvernance. Faire supporter aux employés les conséquences de ces décisions constituerait, selon lui, "une profonde injustice".

Le syndicat revient également sur les conséquences de la fusion entre AIBD SA et les Aéroports du Sénégal (ADS), intervenue en 2021. Il souligne que deux conventions collectives continuent de coexister au sein de l'entreprise, l'une relevant du commerce et l'autre du transport aérien. Une situation qui, selon lui, entretient des disparités salariales entre des travailleurs exerçant au sein de la même structure et alimente un climat social déjà tendu. Pour corriger ces inégalités, le STDS affirme avoir sollicité, dès mai 2025, l'Inspection du travail et de la sécurité sociale de Thiès afin d'organiser les élections des délégués du personnel, prélude à des négociations devant aboutir à l'harmonisation des conditions de travail.

Le report des élections dénoncé

Selon le syndicat, une première date avait été fixée au 17 juin 2025, avant que l'administration ne refuse l'organisation du scrutin. Une nouvelle échéance, arrêtée au 27 juillet 2026 après concertation avec les organisations syndicales, aurait également été annulée quelques jours avant sa tenue. Le STDS reproche à la Direction générale d'avoir décidé unilatéralement de reporter ces élections en invoquant la préparation d'un plan social. Cette décision est jugée d'autant plus préoccupante que les derniers délégués du personnel ont été élus en 2018 et que leur mandat a expiré depuis 2021. "Au-cun dialogue social sérieux ne peut exister sans représentants du personnel librement élus", soutient le syndicat, qui estime qu'un plan social ne saurait être engagé dans ces conditions.

Le STDS s'interroge par ailleurs sur la cohérence de la politique menée par la Direction générale. Alors qu'un plan social est annoncé depuis plusieurs mois, le syndicat affirme que des recrutements ont pourtant été effectués, notamment de nouveaux collaborateurs ainsi que plusieurs dizaines de stagiaires rémunérés. Il déplore également l'arrêt de nombreux projets depuis l'arrivée de l'actuelle direction générale et l'absence d'un cadre de concertation durable avec les organisations syndicales. Les difficultés actuelles de l'entreprise, insiste-t-il, ne peuvent être imputées aux travailleurs.

Le STDS demande la suspension de toute procédure de réduction des effectifs et réclame l'organisation sans délai des élections des délégués du personnel. Il plaide également pour l'harmonisation des conventions collectives, l'ouverture de négociations en vue de la signature d'accords d'établissement et l'amélioration des conditions de travail. Le syndicat appelle en outre à la relance des projets actuellement à l'arrêt, à la réouverture de l'aéroport Léopold Sédar Senghor de Yoff aux vols commerciaux afin de renforcer les capacités du transport aérien national, ainsi qu'à la réouverture de l'aéroport de Saint-Louis et à la valorisation des plateformes aéroportuaires régionales.

Enfin, le STDS invite les plus hautes autorités de l'État, le Conseil d'administration, le ministère de tutelle et l'Inspection du travail à prendre les mesures nécessaires pour rétablir un dialogue social conforme aux dispositions du Code du travail. Affirmant rester pleinement mobilisé, le syndicat prévient qu'il s'opposera, "par tous les mo-yens légaux et syndicaux", à toute tentative d'imposer un plan social sans concertation préalable et sans représentants du personnel régulièrement élus. ■

ALLIANCE POUR LA RÉPUBLIQUE

Thiès lance la reconquête

Réunie en conférence publique ce week-end, l'Alliance pour la République (APR) a affiché ses ambitions de reconquête du pouvoir. Les responsables du parti misent sur la remobilisation des femmes et des jeunes, tout en dressant un réquisitoire contre la gouvernance actuelle.

L'Alliance pour la République (APR) a donné, ce week-end à Thiès, le coup d'envoi de sa stratégie de reconquête politique. À l'initiative du Se-crétariat exécutif départemental dirigé par Abdou Mbow, le parti a organisé une conférence publique placée sous le thème : "L'APR à l'heure de la reconquête : se souvenir du passé, relever les défis du présent et préparer les victoires de demain".

La rencontre a réuni militants, responsables et sympathisants autour d'une réflexion sur le repositionnement du parti après la perte du pouvoir. Les échanges ont été animés par le ministre d'État Abdou Fall et le directeur de l'École du parti, El Hadj Malick Sy, dit Luc Sarr, en présence notamment de Néné Fatoumata Tall, responsable nationale des femmes de l'APR, et d'Abdoulaye Diagne, coordonnateur national de la Cojer.

Au cours des débats, les responsables de l'APR ont présenté les grandes lignes de leur feuille de route. Selon eux, la reconquête passera par une forte mobilisation des femmes et des jeunes, considérés comme les principaux relais du redéploiement du parti. Ils ont également plaidé pour un retour au terrain, à travers une démarche de proximité consistant à multiplier les rencontres avec les populations afin de renouer le dialogue avec les militants et les citoyens. Les responsables ont par ailleurs indiqué que cette stratégie s'appuiera sur le bilan des douze années de gouvernance de l'ancien président Macky Sall, qu'ils présentent comme un socle de réalisations sur lequel le parti entend construire son retour.

La conférence a également été l'occasion pour les dirigeants de l'APR de critiquer la politique menée par les autorités actuelles. Ils estiment que le gouvernement peine à apporter des réponses aux préoccupations des populations, notamment en matière d'emploi des jeunes, de financement des activités des femmes, de relance du secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) et de poursuite des investissements publics.

Les responsables du parti ont également soutenu que plusieurs réalisations mises en avant aujourd'hui par certaines collectivités locales avaient été financées sous le régime de Macky Sall. Ils ont notamment cité les programmes d'éclairage public et les travaux de pavage de l'avenue Lamine Guèye à Thiès. Interrogés sur les départs de certains cadres vers d'autres formations politiques, les responsables de l'APR ont relativisé ces défections, rappelant que l'engagement politique relève d'un choix individuel. Ils affirment toutefois que le parti continue d'enregistrer de nouvelles adhésions et poursuit son travail de restructuration. Ils ont par ailleurs rejeté toute proximité avec le pouvoir en place, réaffirmant que l'Alliance pour la République entend assumer pleinement son rôle de parti d'opposition. ■

NDEYE DIALLO (THIÈS)

AEME Agence pour l'Économie et la Maitrise de L'Energie

CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

AVIS DE PUBLICATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

DRPCO N°F_DAF_016

1. Référence de la procédure : Demande de renseignements et de prix à compétition ouverte pour l'acquisition en deux (02) lots de véhicules de transport (pick-up double cabine 4x4) et de moto.

2. Lieu d'exécution : Agence pour l'Économie et la Maîtrise de l'Energie (AEME).

3. Date de publication : « enquête » N°4442 du vendredi 03 juillet 2026.

4. Nombre d'offres reçues des candidats : Deux (2) offres.

LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE ; TAURUS ;

5. Montant de l'offre retenue en francs cfa ttc et adresse de l'attributaire provisoire.

Intitulé des lots	Soumissionnaire	Montants retenus FCFA TTC	Adresse
Sous-lot 1-1 : Acquisition de véhicule de transport (pick-up double cabine 4x4) standard	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE	20 750 000	KM 2,5 boulevard du centenaire de la commune
Sous-lot 1-2 : Acquisition de véhicule de transport (pick-up double cabine 4x4) premium		27 720 000	
Lot 2 : Acquisition de moto		1 530 000	

La publication du présent avis est effectué en application de l'Article 84, alinéa 3 du Décret 2022-2095 du 28 décembre 2022 portant code des marchés publics et ouvre le délai de recours gracieux auprès de la personne responsable du marché en vertu de l'article 89 dudit Code, puis d'un recours au Comité de Règlement des Différents en matière de passation des marchés publics, placé auprès de l'organe chargé de la régulation des marchés publics, en vertu de l'Article 90 dudit Code.

Le Directeur Général de l'AEME

PLUS LOIN AVEC NDEYE ANTA KEBÉ (FILLE DE EL HADJI NDIOUGA KÉBÉ)

“Ce que mon père a fait pour ce pays et le mouridisme”

Ndiouga Kebé fait partie des plus grands bienfaiteurs du mouridisme. Pour mieux connaître cet homme multidimensionnel, EnQuête est allé à la rencontre de sa fille. Dans cet entretien, Ndeye Anta Kebé parle de son père, ses réalisations, ses relations avec Serigne Touba et les autres familles religieuses, le gouvernement, ainsi que le legs qu'il leur a laissé.

PAR CHEIKH THIAM

Pouvez-vous revenir sur la naissance et le parcours professionnel de votre père ?

El Hadji Babacar Kebe dit Ndiouga est né en 1914 à Kaolack. Son père, d'origine soninké de la ligne de guete, lignée de grande noblesse, est de la même lignée que Serigne Modou Awa Balla de Mame Thierno et Serigne Mbacké Sokhona Lo. Son père est Mballo Kebé, un grand marabout connu de tout le Saloum qui soignait beaucoup de maladies et qui avait beaucoup de connaissances. Il était grand ami de Serigne Bassirou Mbacke (père de l'actuel khalife général des mourides) et de Baye Niasse.

Sa grand-mère, Asta Binta Kébé, était une sainte qui maîtrisait le Coran, priait beaucoup et l'enseignait. Son père, Anakham Kébé, qui a fondé le village de Kébé Ndeuth, était connu de tout le Ndiambour et même au-delà. Il avait même prédit la venue de mon père. Sa mère est mon homonyme. Elle s'appelle Sokhona Anta Samb. Elle est aussi d'une grande famille de noblesse, descendante de reines. Sa mère, Massata Samb, est très réputée dans tout le Ndiambour. Elle est de la lignée des tiedieke.

Malgré que la famille de sa mère était fortunée, mon père n'avait pas les moyens car il ne demandait pas de grandes choses pour ses consultations. Donc Baye Ndiouga, bien que les Soninké fassent partie d'une grande lignée de richesse, a vécu dans la précarité. Il a fait l'école coranique et à 18 ans avait déjà son champ d'arachide. Il a passé plus de vingt ans à faire du commerce entre le Sénégal et la Gambie en bravant toutes sortes de péripéties. Il s'est aussi installé à Tambacounda et, dans sa fierté, personne ne voulait s'aventurer pour cueillir du tamarin et revenir le vendre.

Il a immigré dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et centrale pour travailler mais aussi pour parfaire ses connaissances religieuses. Les Kébé, depuis l'empire du Ghana, c'est-à-dire l'empire Wagadou qui englobait le Mali et le Sénégal, ont toujours hérité des dons maraboutiques dont les connaissances se lèguent de génération en génération.

Quand on parle de Ndiouga Kebé, beaucoup pensent à sa richesse. Comment est-il devenu riche ?

Dès l'adolescence, on nota chez le jeune Ndiouga une force physique hors du commun, du courage et de la bravoure, ainsi qu'un sens des affaires déjà très développé et une volonté de réussir pour sortir sa famille de la précarité. Il était très généreux, parlait très peu et partageait ses moindres ressources avec qui le côtoyait. Plus il grandissait, plus on notait qu'il nourrissait de grandes ambitions. À 20 ans, travailleur infatigable, il avait déjà un champ d'arachide qui lui donnait des revenus confortables. Pendant que la plupart des jeunes hommes avaient fondé une famille, il a pris l'option de rester célibataire et de se concentrer sur son travail et comment faire fructifier ses activités. Étant très généreux, le cœur sur la main, partageant ses revenus avec qui le sollicitait, il a pensé qu'il devrait avoir plus de revenus que son champ d'arachides pour pouvoir aider davantage les plus démunis.

Dans le Sénégal des années 1930, il pensait déjà qu'il devait réaliser de grandes œuvres et laisser son empreinte dans l'histoire de son pays. Avec la crise mondiale, il traversait le fleuve de la Gambie à la nage pour aller acheter des marchandises qu'il revendait dans sa ville natale ou aller en Gambie, qui était dangereuse à l'époque, mais lui était toujours infatigable.

En 1939, avec la Seconde Guerre mondiale, la situation économique du Sénégal a empiré. Ainsi, Ndiouga, toujours célibataire à 25 ans, ce qui était rare à l'époque, continuait à aller en Gambie pour revenir revendre les marchandises qui manquaient à Kaolack, dont il s'assurait toujours des revenus confortables.

Quand la frontière fut fermée, il passait son temps enfermé à faire des zikrs et des prières surérogatoires. Au-delà du sens des affaires, très intéressé par les sciences religieuses et mystiques, il profitait de ses séjours en Gambie pour aller côtoyer et apprendre des marabouts Socés et mandingues.

Sans me tromper, il n'y a pas une ethnie qu'il tenait plus en estime que les Socés. Son homme de confiance, celui qui était le plus proche de lui, était un Socé. Tous ses employés de maison masculins dans toutes les maisons de ses épouses étaient des Socés. Avec le goût de découvrir d'autres horizons, en 1945, il suivait la voie ferrée puis marchait dans la brousse pour arriver à Tambacounda, où il ne connaissait personne. Il avait 31 ans.

Sans risque de me tromper, sa motivation première a toujours été d'aider sa mère. Avec l'audace qui le caractérise, il alla voir le commandement de canton qui lui donna à manger et où se loger temporairement. Ndiouga avait des revenus confortables, mais en ayant le cœur sur la main, il n'arrivait jamais à vraiment épargner.

Sa fierté, sa dignité et l'éducation reçue ne lui permettaient pas d'être dépendant de quelqu'un. Trois jours après son arrivée, il décida de se prendre en charge.

Avec le sens des affaires qui le caractérise, il observa ce qui se vendait le plus au marché. Voyant que le tamarin était très prisé, armé d'un simple coupe-coupe, il allait dans la forêt voisine infectée de fauves pour en cueillir. Les commerçants qui se contentaient juste des tamariniers aux alentours venaient acheter tout son sac de tamarin.

Il a investi beaucoup dans l'immobilier et surtout en plein centre-ville. Qu'est-ce qui explique ce choix d'après vous ?

Mon père était un visionnaire en avance sur son temps. Ses plus grands investissements ne sont pas au centre-ville, mais à Fann Résidence et partout au Sénégal. Il a acheté aux Almadies pour construire l'hôtel des Almadies et même fait la route. Il a investi à Tambacounda, Kaolack, Touba et Diourbel. C'est juste que l'immeuble Kebe est plus connu. Il allait investir dans des zones d'avenir qui étaient négligées à l'époque.

Quel était ses relations avec le régime politique d'alors ?

Il était apolitique et n'avait pas de relations particulières avec Senghor et Diouf. Ces derniers le sollicitaient quand l'État avait besoin d'aides pour payer les salaires des fonctionnaires, investir dans des sociétés étatiques et parapubliques ou créer des sociétés, acheter des voitures du président et redresser des sociétés en faillite. Il est acteur principal du développement du Sénégal moderne. Et aucune rue ne porte son nom.

Il a acheté des voitures de luxe pour les présidents de la République. Il a aidé l'État à réhabiliter la BHS et d'autres banques. Il s'est investi dans la carrière minérale. Il a fait des dons à des sociétés à la demande de l'État. Il a acheté des bus pour l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il a construit la route des Almadies et des routes principales à Touba. Il a acheté des hydroavions pour le parc de Niokolo-Koba. Il a racheté des hypothèques pour que des propriétaires ne perdent pas leurs maisons. Il a permis à l'État d'établir plusieurs sociétés publiques. Il a aidé à construire l'hôtel Indépendance. Il a aidé à désenclaver Tambacounda. Il a construit des mosquées et des forages partout au Sénégal. Il a créé le premier supermarché au Sénégal. Il est le premier investisseur hôtelier au Sénégal.

Au-delà du Sénégal, plusieurs autres États de la sous-région l'ont sollicité. Il distribuait des habits et des vivres partout au Sénégal. La question qu'on se pose est de savoir dans quel secteur il n'a pas investi ?

Parlez-nous un peu de sa vie en tant que mouride ? Ses relations avec les cheikhs d'alors ainsi que les autres familles religieuses ?

Son père, Serigne Mballo Kébé, avait fait son acte d'élégance auprès de Serigne Touba et faisait partie de la liste de ses cheikhs. Et Serigne Touba lui a dit d'aller dans le Saloum pour être à côté de Serigne Bassirou Mbacke, père de l'actuel khalife. C'est la raison pour laquelle il a quitté le Ndiambour pour Kaolack, où ses enfants sont nés. Tous les enfants de mon père sont des talibés de Serigne Bassirou Mbacké. Pour ses réalisations dans le mouridisme, elles sont nombreuses. Je peux en citer entre autres : Le fils aîné de mon père a été nommé après Serigne Bassirou.

Il avait un dévouement profond envers son guide spirituel Cheikh Ahmadou Bamba. Qu'est-ce qui explique cela ?

Je ne saurais dire ce qui explique cela, mais personne n'aime Serigne Touba plus que lui, à part Cheikh Ibrahima Fall. Il pleurait souvent quand on parlait de Serigne Touba.

Il était parmi les bienfaiteurs des mourides. Parlez-nous un peu de ses réalisations dans le mouridisme ?

Il en a beaucoup fait. Il est à l'origine de l'agrandissement de la mosquée de Touba. Forage à Touba. Il a construit le mausolée de Serigne Bassirou. Il a acheté des maisons à Darou Miname à toutes les filles de Serigne Bassirou, acheté des voitures derniers cris à tous les fils de Serigne Touba, donné des vivres chaque année à tous les cheikhs de Serigne Touba. Il s'occupait des filles de Serigne Touba. Il avait mis la fameuse lampe durant des décennies qui était au-dessus du mausolée de Serigne Touba. Il a acheté des terrains et des maisons à des personnes à Touba. Quand il quittait ce bas monde, il était en train de construire son palais à Touba. Il avait construit le marché de Touba, initié et dirigé tous les travaux à Touba en tant que principal investisseur.

Serigne Abdou Ahad, khalife de son époque, lui avait écrit un poème pour le remercier. Il était ami de Baye Niasse et de Serigne Cheikh Tidiane Sy. Il a aidé à la construction de la mosquée de Tivaouane. Il aidait tous les foyers religieux et même l'église catholique.

Votre père est réputé figurer parmi les hommes les plus riches du Sénégal pendant les années 1970 et 1980. Est-ce facile d'être fille d'une telle personne ?

Il est décédé en 1984, donc cela fait 42 ans. À mon avis, les valeurs qu'il nous a inculquées de respect, de modestie et d'aider les autres sans rien attendre en retour...

Mon père, c'est l'amour de ma vie, la seule personne dont je suis fan. On ne voit pas en lui sa fortune mais ses valeurs intrinsèques et rares : humilité, modestie, travail, don de soi, aider les autres sans rien attendre en retour. Être sa fille, dans un sens, est facile car cela facilite la vie de bien des côtés, mais difficile dans un autre sens car, quel que soit tes mérites personnels, on te ramènera toujours à être la fille de. Alors que pour moi, c'est mon père. Je n'ai jamais considéré sa richesse matérielle mais ses valeurs intrinsèques.

Quand il est décédé, la plupart de ses enfants avaient moins de 15 ans. On ne savait pas trop ce qu'il attendait de nous, à part être de bons musulmans, car il nous a mis à l'école coranique. Moi personnellement, je n'avais pas 9 ans quand il quittait ce monde, mais je sais que son vœu le plus cher était qu'on reste toujours unis et on l'est. Dans l'hommage, je préfère qu'il ne soit rien de personnel mais que cela reste dans la sphère qui le concerne exclusivement.

Maître coranique et grand agriculteur, on le surnommait le “bay fall mouride”. Qu'est-ce qui expliquait une telle appellation ?

C'est parce qu'il est marabout de naissance, père et grand-parent et ancêtres, et a séjourné chez les plus grands marabouts dans des pays d'Afrique de l'Ouest pour parfaire ses connaissances héritées et apprises, et parce qu'il est mouride de naissance car son père était mouride. À cela s'ajoute sa générosité qui était légendaire. ■

PORTRAIT – FATOU SÈNE

Le nouveau souffle de Blaise Senghor

Nommée à la tête du Centre culturel régional Blaise Senghor en février 2024, Fatou Sène entend redonner à cette institution historique toute sa place dans la vie artistique dakaroise. Entre accompagnement des créateurs, ouverture aux jeunes et actions de proximité, la jeune administratrice défend une conception résolument vivante de l'action culturelle.

FATOU BA

Pour Fatou Sène, un centre culturel ne se résume pas à une salle de spectacle ou à un lieu d'exposition. C'est un espace de rencontres, d'apprentissage, de création et de dialogue avec la société. Une vision qui guide chacune des actions qu'elle mène depuis sa nomination, le 22 février 2024, à la direction du Centre culturel régional Blaise Senghor (CCBS), l'une des institutions culturelles les plus emblématiques de Dakar. À première vue, son parcours pourrait ressembler à celui d'une administratrice promise à une carrière dans la haute fonction publique culturelle. Mais derrière les diplômes et les responsabilités se dessine une professionnelle convaincue que la culture ne peut remplir sa mission que si elle reste proche des artistes et des citoyens.

Originaire de Mbour, Fatou Sène découvre très tôt son intérêt pour les métiers de la culture. Après un baccalauréat obtenu au lycée Demba Diop en 2012, elle s'inscrit d'abord à la Faculté des sciences juridiques et politiques avant de changer de voie. Son choix se porte sur l'École nationale des arts et métiers de la culture (ENAMC), où elle se spécialise en animation culturelle. Elle y termine major de sa promotion, confirmant un goût prononcé pour la gestion des projets culturels autant que pour le travail de terrain. Cette première étape lui ouvre les portes de l'Orchestre national du Sénégal, où elle exerce comme animatrice culturelle entre 2019 et 2021. Au contact des artistes, des techniciens et du public, elle découvre les réalités d'un secteur où la passion ne suffit pas toujours à compenser le manque de moyens.

Désireuse d'élargir ses compétences, elle poursuit ensuite un master en gestion du patrimoine culturel à l'Université Senghor d'Alexandrie, en Égypte. Diplômée avec la mention Très bien, elle revient au Sénégal avec une conviction renforcée : le patrimoine culturel ne relève pas seulement de la mémoire ; il constitue aussi un levier de développement économique, d'éducation et de cohésion sociale. Avant de rejoindre Blaise Senghor, elle passe par la Direction du Patrimoine culturel puis par la Direction des Arts. Deux expériences qui lui permettent de maîtriser les rouages de l'administration tout en affinant sa réflexion sur les industries culturelles et créatives.

À son arrivée au Centre culturel régional Blaise Senghor, Fatou Sène ne cache pas son ambition : faire de cette institution bien davantage qu'un simple lieu de programmation artistique. Pour elle, le Centre doit devenir un espace où se croisent artistes confirmés, jeunes créateurs, scolaires, étudiants et habitants des quartiers environnants. Autrement dit, un lieu qui vive tous les jours et pas seulement au rythme des spectacles. Cette vision se traduit par une programmation davantage tournée vers la jeunesse, avec des ateliers participatifs, des résidences artistiques, des showcases, des festivals étudiants ou encore des formations aux métiers du numérique. L'objectif est double : attirer un nouveau public et offrir aux jeunes créateurs des espaces où expérimenter, apprendre et produire. “Les jeunes ne doivent pas seulement assister aux activités culturelles ; ils doivent participer à leur conception”, résume-t-elle régulièrement dans ses prises de parole.

Le livre comme porte d'entrée

Parmi les chantiers qu'elle revendique avec le plus de satisfaction figure la rénovation de la bibliothèque du Centre. À son arrivée, les lieux souffraient d'un mobilier vieillissant, d'un fonds documentaire peu renouvelé et de plusieurs insuffisances techniques. Avec l'appui de la Direction du Livre et de la Promotion de la lecture, la bibliothèque a été modernisée afin de devenir un véritable espace de lecture et de documentation. Dans le même esprit, le lancement des “Jeudis littéraires” permet désormais aux élèves et aux étudiants de rencontrer des écrivains, de débattre avec eux et de découvrir la littérature autrement qu'à travers les programmes scolaires. Pour Fatou Sène, le livre demeure un outil essentiel pour développer l'esprit critique et favoriser le dialogue entre les générations.

La directrice du CCBS est également convaincue que le développement de la création passe par une meilleure structuration du secteur. Beaucoup d'artistes disposent du talent nécessaire, estime-t-elle, mais peinent encore à monter un projet, à rechercher des financements ou à maîtriser les questions juridiques liées à leur activité. Le Centre propose ainsi des ateliers consacrés au montage de projets, à la gestion budgétaire, au droit d'auteur, à la communication culturelle, à l'écriture de scénario, au jeu d'acteur ou encore aux techniques du spectacle vivant. L'ambition est de permettre aux porteurs de projets de transformer leurs idées en réalisations concrètes et de mieux vivre de leur métier.

Sortir des murs

L'action culturelle ne s'arrête pas aux portes du Centre. Sous son impulsion, le CCBS multiplie les activités hors les murs, notamment à travers des camps de vacances pour enfants, des interventions dans les établissements pénitentiaires ou encore des animations dans les quartiers périphériques de Dakar. Une manière d'affirmer qu'une institution publique ne doit pas attendre que les citoyens franchissent son seuil, mais aller vers eux, là où ils vivent. Cette proximité constitue l'un des fils con-ducteurs de son projet pour Blaise Senghor.

À plus long terme, Fatou Sène souhaite faire du Centre culturel régional Blaise Senghor un véritable pôle culturel pour l'ensemble de la région de Dakar. Son ambition est d'y développer davantage de résidences artistiques, de formations, de coproductions, de rencontres professionnelles et de partenariats avec les collectivités territoriales, les établissements scolaires et les institutions culturelles nationales comme internationales. À travers cette stratégie, elle entend accompagner les artistes dans toutes les étapes de leur parcours, de la création à la diffusion des œuvres.Aux jeunes qui rêvent d'une carrière dans la culture, elle adresse un conseil qui ressemble à un manifeste personnel : “Soyez ambitieux, engagez-vous dans une quête permanente du savoir, dé-passez-vous malgré les contraintes et surprenez ceux qui doutent de vous.”

Cette phrase résume sans doute le mieux le parcours de Fatou Sène. Celui d'une femme qui a choisi de faire de la culture non seulement une profession, mais aussi un engagement. À la tête du Centre culturel régional Blaise Senghor, elle tente aujourd'hui de démontrer qu'une institution patrimoniale peut se réinventer sans renier son histoire, à condition de rester ouverte aux artistes, aux jeunes et aux mutations de son époque. ■

CONFÉRENCE NTA-AFRICA À SALY

L'Afrique veut donner une valeur économique au travail de soins

Près de 200 experts africains et internationaux sont réunis à Saly pour réfléchir à une meilleure prise en compte du dividende démographique et de l'économie des soins dans les politiques publiques. Les organisateurs plaident pour des décisions davantage fondées sur les données scientifiques.

PAPE MBAR FAYE

Saly accueille, du 28 au 30 juillet, près de 200 chercheurs, décideurs publics et partenaires techniques venus d'Afrique et d'ailleurs à l'occasion de la quatrième Conférence du Réseau africain des Comptes de transfert nationaux (NTA-Africa). Placée sous le thème "Économie générationnelle et économie des soins au cœur des politiques publiques en Afrique", cette rencontre entend apporter des réponses à deux défis majeurs du continent : la valorisation de son potentiel démographique et la reconnaissance du travail de soins, encore largement invisible dans les indicateurs économiques.

Organisée avec l'appui de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et de l'UNFPA, cette conférence biennale s'est imposée comme un espace de référence pour la production de données destinées à éclairer les décisions publiques. Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du ministre de la Famille et de l'Action socia-le, le directeur de cabinet, Amadou Diaw, a insisté sur l'urgence d'adapter les politiques publiques à une Afrique en pleine transition démographique. Selon lui, le continent comp-te aujourd'hui près de 1,5 milliard d'habitants, soit environ 18 % de la population mondiale, et devrait atteindre 2,5 milliards d'ici à 2050. Plus de six Africains sur dix ont moins de 25 ans. "Cette jeunesse constitue une formidable opportunité à condition d'investir dans le capital humain, l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes", a-t-il souligné, rappelant que les Comptes de transfert nationaux permettent précisément de mesurer les effets économiques de cette transition.

Au cœur des travaux figure également l'économie des soins, un domaine longtemps ignoré par les statistiques économiques alors qu'il constitue un levier essentiel du développement. Les organisateurs estiment que le travail domestique et les activités de soins, assurés principalement par les femmes, restent insuffisamment pris en compte dans les politiques publiques, malgré leur contribution déterminante au fonctionnement des économies africaines. Au Sénégal, les données présentées à la conférence illustrent l'ampleur du phénomène. Près de 90 % des femmes accomplissent quotidiennement des tâches domestiques ou de soins non rémunérées, contre 54 % des hommes. Elles y consacrent en moyenne cinq heures par jour, contre deux heures pour les hommes. Cette répartition inégale pèse directement sur leur participation au marché du travail. Le taux d'activité des femmes s'établit à 47,7 %, contre 68,7 % pour les hommes. Le chômage élargi touche près d'une femme sur trois, tandis que 44 % des jeunes femmes sont classées parmi les NEET, c'est-à-dire ni en emploi, ni en études, ni en formation. Amadou Diaw a rappelé que la valeur économique du travail domestique et de soins non rémunéré représente environ 17,5 % du produit intérieur brut du Sénégal, plaidant pour une meilleure reconnaissance de cette contribution dans les politiques économiques.

Durant trois jours, les participants examineront les transferts économiques entre générations, le financement du dividende démographique, les mécanismes de budgétisation sensibles au genre et aux générations ainsi que les moyens d'intégrer l'économie des soins dans les stratégies nationales de développement. Les échanges réunissent des représentants des ministères de l'Économie, des Finances, de la Santé et du Genre, des parlementaires, des universitaires, des organisations de la société civile ainsi que plusieurs partenaires internationaux, parmi lesquels la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, ONU Femmes, l'Organisation mondiale de la santé, les fondations Hewlett et Gates. À travers cette quatrième édition, le réseau NTA-Africa entend promouvoir des politiques publiques davantage fondées sur les données scientifiques, afin de permettre aux pays africains de transformer leur dynamique démographique en véritable moteur de développement, tout en donnant enfin une valeur économique au travail de soins longtemps resté invisible. ■

CHANGEMENT CLIMATIQUE À THIÈS

Six quartiers misent sur la nature pour mieux faire face aux inondations

Des femmes, des jeunes et des délégués de quartier ont été formés à des solutions écologiques capables de limiter les effets des inondations tout en créant des activités génératrices de revenus. L'initiative s'inscrit dans le cadre du Projet de renforcement de la résilience des communautés face aux risques climatiques (Precap).

NDEYE DIALLO (THIÈS)

Face à la recrudescence des inondations liée aux changements climatiques, Thiès expérimente une autre manière de protéger ses quartiers : travailler avec la nature plutôt que contre elle. Réunis au Centre départemental d'assistance et de formation pour la femme (Cedaf), des femmes, des jeunes et des délégués de six quartiers de la ville ont participé à un atelier consacré aux solutions fondées sur la nature et à la structuration d'initiatives communautaires.

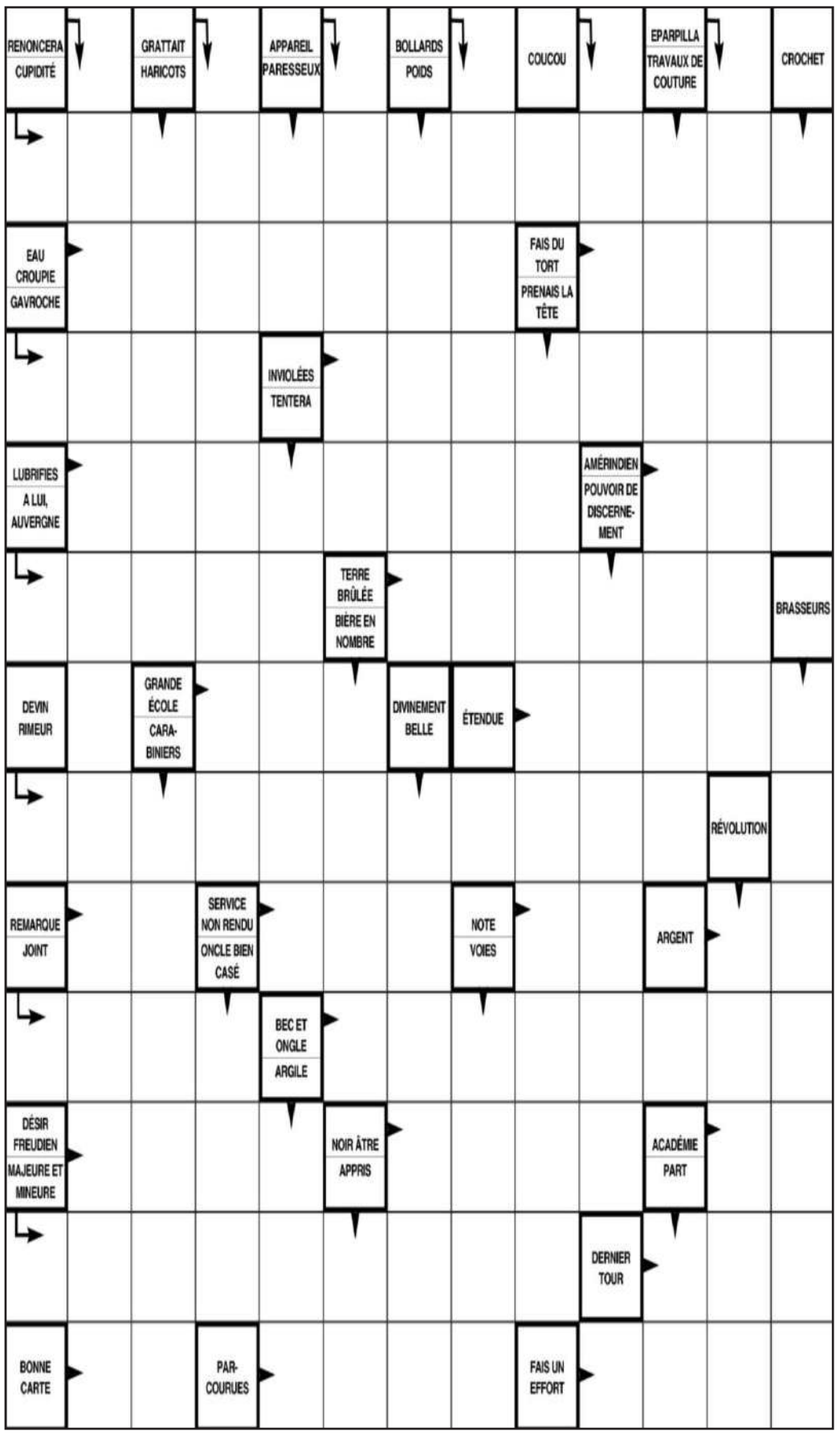
Organisée dans le cadre du Projet de renforcement de la résilience des communautés face aux risques climatiques grâce à l'approche d'adaptation fondée sur les écosystèmes (PRECAP), la rencontre vise à doter les communautés d'outils concrets pour mieux gérer les eaux pluviales, restaurer les écosystèmes et réduire les risques d'inondation. Pour la directrice du Centre national d'assistance et de formation pour la femme (Cenaf), Ndèye Gnilane Faye Sarr, cette démarche constitue une répon-se adaptée aux nouveaux défis climatiques. "Les réponses traditionnelles ne suffisent plus. Il nous faut désormais innover, coopérer et réapprendre à travailler avec la nature", a-t-elle déclaré, estimant que les solutions fondées sur la nature permettent de renforcer durablement la résilience des populations les plus exposées. Elle a rappelé que le partenariat entre le Cedaf et le projet Precap repose sur une ambition commune : renforcer les capacités des communautés, notamment des femmes, tout en consolidant leur autonomie économique.

Selon elle, les inondations qui frappent régulièrement Thiès détruisent les moyens de subsistance et touchent en priorité les ménages les plus vulnérables. D'où la nécessité de transformer les expériences pilotes en véritables projets communautaires pérennes. En marge de l'atelier, les participants ont découvert plusieurs réalisations aménagées au sein du Cenaf, parmi lesquelles des noues végétalisées infiltrantes et des jardins de pluie. Ces dispositifs permettent de retenir et d'infiltrer les eaux de ruissellement tout en créant des espaces de maraîchage. Pour Ndèye Gnilane Faye Sarr, ces aménagements apportent une double réponse aux difficultés rencontrées par les populations. "Ils permettent non seulement de gérer les eaux de pluie, mais aussi d'améliorer le panier de la ménagère grâce au développement

de jardins de pluie", a-t-elle expliqué. Au-delà de la prévention des inondations, ces infrastructures offrent ainsi aux femmes la possibilité de produire des légumes et des plantes aromatiques pendant l'hivernage, une période où les produits maraîchers deviennent plus rares et plus coûteux.

Coordinatrice du Groupe d'initiatives pour le progrès social (GIPS/ WAR), Julie Cissé a rappelé que le Cedaf est devenu un véritable site d'expérimentation où les innovations développées par les chercheurs sont testées avant d'être transférées aux communautés. Le projet Precap est mis en œuvre par un consortium réunissant Practical Action, le GIPS/ WAR et l'École supérieure polytechnique de Thiès. Son objectif est de rendre accessibles aux populations les connaissances scientifiques afin qu'elles deviennent des solutions directement applicables sur le terrain. Mme Cissé a annoncé que des équipes communautaires sont désormais opérationnelles dans six quartiers particulièrement exposés aux inondations : Mbour 3, Ndiakhaat, Thialy, Ngouye, Som-Diakhao et Médina Fall. Composées principalement de femmes et de jeunes, elles pourront accompagner les collectivités territoriales dans la mise en œuvre d'aménagements adaptés aux besoins de chaque quartier, qu'il s'agisse de créer des noues infiltrantes, des jardins de pluie ou enco-re de transformer des espaces dégradés en sites d'agriculture urbaine. "Nous voulons démontrer que les populations ne doivent plus seulement subir les inondations, mais apprendre à vivre avec l'eau en la transformant en ressource", a-t-elle affirmé. L'atelier a réuni des représentants des collectivités territoriales, des délégués de quartier, de la Croix-Rouge sénégalaise ainsi que plusieurs organisations partenaires. Les initiateurs du projet espèrent désormais étendre cette approche à d'autres communes sénégalaises confrontées aux risques d'inondation. ■

MOTS FLÉCHÉS N°4464



NUMÉROS UTILES

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale :
800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONIE
Renseignements : 1212
Service Dérangements: 1213
Service Clients : 1441

EAU - SEN'EAU
Dépannage :
800 00 11 11 (appel gratuit)
33 839 37 54

ONAS
Egoûts, collecteurs
818 00 10 12 (appel gratuit)

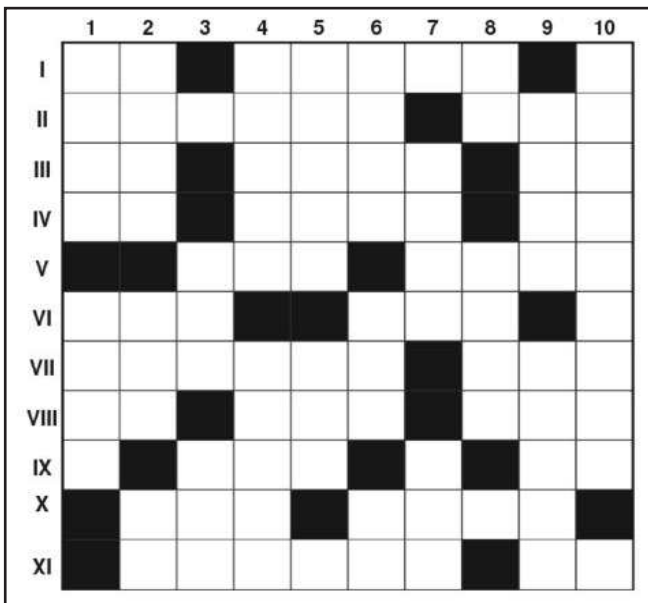
SENELEC
Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS) :
33 823 31 40
Aéroport international Blaise Diagne de Diass :
33 939 69 00
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68 / 33 825 08 19

MOTS CROISÉS N°723



HORIZONTALEMENT

I. Symbole d'une unité de mesure. Ville de Chine. **II.** Mammifère de Madagascar. Film d'Alexandre Jardin. **III.** Petite flûte chinoise. Revenu à la mode en 1932 tout en étant rien d'autre que l'émigrette. Ville de Birmanie. **IV.** Conjonction de coordination. Commune en Isère. Divinité suméro-babylonienne, un des grands dieux du Proche-Orient ancien. **V.** Cantonais. Une des 28 langues kanak parlée à Ouvéa. **VI.** Commune de Belgique dans l'arrondissement de Marche-en-Famenne. Sigle d'un mouvement écologique français. **VII.** Exclamation de joie poussée par les femmes arabes. Note la plus haute accordée par les agences de notation financière. **VIII.** Article. Interjection. 3 romains. **IX.** ...-Plage, commune du Pas-de-Calais. Pseudonyme de George William Russell. **X.** Ville du Congo. Encore appelé "boys' love" dans la culture populaire japonaise. **XI.** Personnage fictif de livres et de dessins animés pour enfants créé par Enid Blyton en 1949. Psychiatre français.

VERTICALEMENT

1. Commune du département de Toma dans la province du Nayala au Burkina. Économiste guatémaltèque (1925-2010). **2.** Saint abbé et martyr. C'est vous à Londres. Dans la liste des communes de France en 2 lettres. **3.** Ile française de l'Atlantique. Second mot dans le nom d'un haut sommet entre le Tibet et la Chine. **4.** Commune rurale dans le département de Silly au Burkina Faso. Cette période est une des 14 divisions traditionnelles de l'histoire du Japon. **5.** Interjection québécoise qui exprime la douleur ou l'étonnement. Animal de basse-cour. **6.** Courant musical ayant émergé au début des années 1960. Ville d'Allemagne sur la Mulde. Mesure de capacité chinoise. **7.** Comme de bien entendue. Sigle d'une école militaire située à Montpellier. **8.** Lac des Pyrénées. Paresseux. **9.** Ile des Shetland. Ile ou s'arrêta Ulysse et où se trouvait la résidence de Circé. **10.** Souvent suivi par "ouille ouille ouille".

SOLUTIONS CROISÉS N°722

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	A	U	B	E	R	G	I	N	E
II	C	R	E	C	E	L	L	E	S
III	C	A	R	R	I	O	L	E	S
IV	E	N	■	A	N	S	E	■	U
V	L	U	I	S	■	S	■	A	I
VI	E	S	S	A	Y	I	S	T	E
VII	R	■	A	■	E	T	I	E	R
VIII	E	N	R	A	Y	E	■	L	A
IX	R	E	D	R	E	S	S	E	S

SOLUTIONS

MOTS FLÉCHÉS N°4463

■	M	■	A	■	X	■	C	■
C	A	N	T	A	L	■	H	T
■	N	O	T	A	■	A	R	A
A	C	T	E	■	C	H	E	R
■	H	O	N	T	E	■	M	N
P	E	R	D	A	N	T	E	■
■	■	I	■	O	S	E	■	G
V	I	E	N	N	E	■	B	I
■	O	T	A	■	U	N	I	R
O	D	E	■	E	R	A	T	O
■	E	■	R	U	■	N	O	N
M	E	L	O	■	N	O	R	D
■	S	O	M	M	E	■	D	E

SUDOKU N°4463

8	1	3	7	2	9	4	6	5
2	5	4	8	3	6	1	7	9
7	6	9	5	4	1	8	2	3
3	8	1	9	6	2	5	4	7
9	4	5	3	1	7	6	8	2
6	2	7	4	8	5	3	9	1
1	9	8	6	7	3	2	5	4
5	3	6	2	9	4	7	1	8
4	7	2	1	5	8	9	3	6

CHARADE N°93

Mon premier est un animal qui mange des souris.
Mon deuxième est un animal qui vit dans les égouts.
Mon troisième est un chiffre entre un et cinq.
Mon tout est ce que je suis en train de faire.

Réponse Charade N°92 :
Dessert (Dé - Cerf)

SUDOKU N°4464

				2		5	9	
8		7	9					
2					1		3	
		9		8			5	
1			7		4			2
	7			6		4		
	8		4					3
					9	8		6
	4	1		3				

HEURES DE PRIÈRES

MESSE
- Cathédrale : 7h
- Martyrs de l'Ouganda : 6h30 - 18h30
- Saint Joseph : 6h30 - 18h30

PRIÈRES MUSULMANES
- Souba : 05h52
- Tisbar : 14h15
- Takussan : 17h00
- Timis : 19h48
- Guéwé : 20h48

MOTS MÉLÉS N°4464

C	A	M	P	E	O	T	B	H	R	F	L	M	S	L
B	S	I	A	N	I	U	A	O	C	U	N	I	T	A
T	L	A	Z	R	T	L	U	C	C	T	B	T	R	O
T	R	E	I	S	A	G	A	A	L	U	A	E	E	G
C	E	O	U	S	E	D	R	T	T	E	E	M	V	R
O	O	L	H	S	O	N	O	E	I	C	L	P	A	O
M	R	M	F	S	E	N	U	N	A	A	B	S	M	N
T	I	E	P	F	N	R	P	A	A	F	B	E	O	A
N	R	L	B	E	I	O	F	A	J	R	I	H	R	L
L	I	I	I	I	T	S	I	I	S	U	R	C	T	D
I	E	A	B	E	L	I	S	S	F	S	D	U	I	O
S	L	R	R	U	U	C	T	P	I	A	E	O	B	P
E	E	C	O	R	N	E	R	I	O	V	U	T	O	A
R	B	U	L	C	E	E	F	A	O	R	I	T	L	G
B	M	A	I	N	S	T	S	A	P	N	T	D	E	E

AMORTI
BLEUS
BRESIL
BUTEUR
BUTS
CAMP
CLUB
COMPETITION
CORNER
DIVISION
DOPAGE
DRIBBLE
FAUTE
FIFA
GOAL
ITALIE
JAUNE
LIBERO
LOB
LUCARNE
MAIN
MARADONA
MATCH
MILIEU
MITEMPS
ONZE
PARC
PASSE
RONALDO
ROUGE
SAISON
SCORE
SHORT
SIFFLET
SPORT
SURFACE
TACLE
TERRAIN
TOUCHE
TRIBUNES
UEFA
VERTS

Pour Maguèye Kassé

Maguèye Kassé aura passé sa vie à faire circuler les hommes, les livres et les idées entre l'Afrique et l'Europe. Il s'est éteint hier à Dakar. C'est toute une communauté universitaire qui est en deuil, en France et en Allemagne. En tant que complice intellectuel et ami, je m'en fais le porte-parole.

L'aventure de Maguèye avec la France avait commencé il y a bien longtemps, lors de son envoi en hypokhâgne par le président Senghor, qui voulait, comme il le racontait avec humour, "éloigner les éléments vifs et truculents du terrain politique en leur donnant la meilleure formation possible en classe préparatoire en France". Envoyé à Nancy, il avait préféré rejoindre ses amis à Orléans, où il avait à la fois parfait son apprentissage de la vie et acquis une partie de sa culture, dont l'univers sénégalais constituait le socle. Il parlait de cette époque comme d'un temps béni. Il avait ensuite poursuivi ses études en France et en Allemagne, deux pays pour lesquels il gardait un attachement fort, teinté de nostalgie et de joie, d'amertume parfois et de gratitude. Ses études s'étaient achevées par sa thèse d'État à l'université Paris-VIII, sous la direction du germaniste Gilbert Badia, consacrée aux "relations culturelles de la RFA et de la RDA avec les pays d'Afrique de l'Ouest entre 1949 et 1980". Il avait obtenu à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar la chaire de littérature et de civilisation germaniques, à laquelle il avait fait honneur pendant sa longue carrière, formant ses étudiants avec rigueur et bienveillance à la connaissance de l'Allemagne, dont il avait si intimement côtoyé tous les aspects. Il était entré récemment à l'Académie nationale des sciences et techniques du Sénégal, au sein de la section Arts, Lettres et Cultures, ce dont nous étions très fiers.

Notre première rencontre remonte à 2014, année où nous avions organisé avec Richard Kuba et Hélène Ivanoff un colloque à Francfort sur Leo Frobenius. Il y avait fait une intervention intitulée "Leo Frobenius : une "histoire croisée" de la naissance et de l'appropriation du savoir ethnologique en Allemagne et en France", publiée ensuite à Berlin. J'y avais vu arriver ce personnage d'une élégance subtile et d'une très grande profondeur intellectuelle. Une coopération s'était alors enclenchée, qui n'a cessé depuis : le colloque "Médiations africaines dans la construction et la réappropriation d'un savoir ethnologique" à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, du 22 au 24 mars 2017, et l'exposition "Art rupestre africain. De la contribution africaine à la découverte d'un patrimoine universel", présentée au musée Théodore-Monod de l'IFAN du 23 mars au 23 avril 2017, parallèlement au colloque. Il appréciait également notre dialogue dans la revue Allemagne d'aujourd'hui ; notre dernier entretien, paru en 2024, s'intitulait "Entretien à bâtons rompus sur les aspects mémoriels de la colonisation française et allemande en Afrique".

Maguèye était l'un des commissaires de cette exposition au musée de l'IFAN, mais son amour de l'art ne s'arrêtait pas là : le cinéma d'abord, notamment celui d'Ousmane Sembène, dont il avait été proche et dont il était l'un des grands spécialistes. Membre fondateur et président de l'Association Sembène Ousmane, il lui avait consacré de nombreux articles, conférences et travaux universitaires, engagé qu'il était dans la préservation, l'étude et la transmission de son œuvre. Le jazz ensuite, dont il me faisait découvrir des musiciens que j'ignorais, lors de nos longs trajets en voiture vers Touba ou Saint-Louis, ponctués de dialogues spirituels et de discussions inoubliables. La peinture enfin, notamment à travers son amitié pour Abdoulaye Diallo, le Berger de l'île de Ngor — une amitié dans laquelle il m'avait laissé m'immiscer avec un infini bonheur.

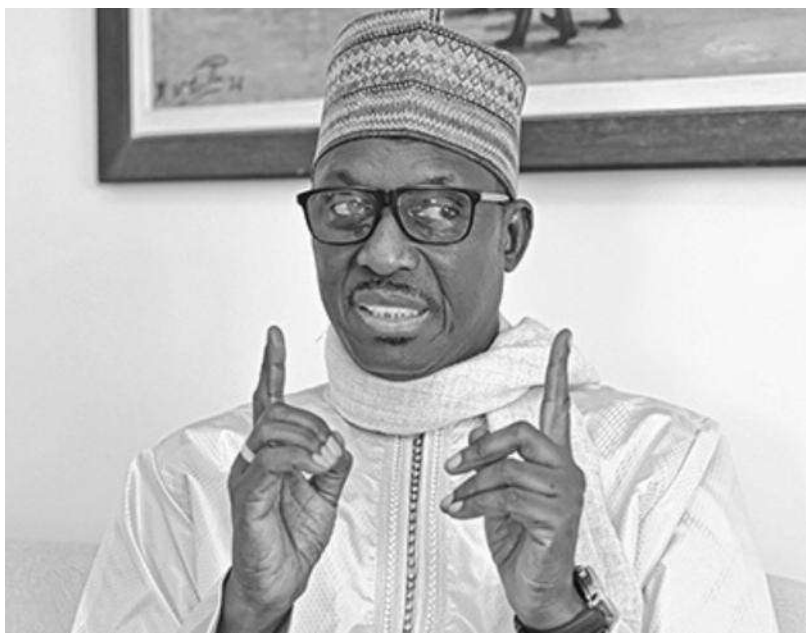
Ce compagnonnage avait conduit à de très belles réalisations, qu'il savait concevoir, lui qui avait été commissaire général de la huitième Biennale de l'art africain contemporain de Dakar — Dak'Art 2008, organisée du 9 mai au 9 juin 2008. Il y avait eu notamment l'exposition "Quelle humanité pour demain ?" à la bibliothèque universitaire Cheikh Anta Diop, de mai à juillet 2018, qui avait accueilli environ 4 800 visiteurs, étudiants et scolaires non compris ; une première version, sous le même titre, avait été montrée dès septembre 2017 dans l'atelier-galerie de l'île de Ngor, avec 63 œuvres réunies autour de la grande toile éponyme. S'en étaient suivis le colloque éponyme, organisé à l'hôtel Terrou Bi de Dakar, et la publication, en 2021, de six volumes chez L'Harmattan Sénégal, coordonnés par Maguèye Kassé, Ibrahima Silla et Abdoulaye Diallo — deux entreprises auxquelles il m'avait associé, comme il le faisait toujours. Enfin, il avait participé comme commissaire invité à l'exposition Préhistomania à Paris, où était exposé son ami Abdoulaye Diallo. Egidia Souto, Richard Kuba et moi-même, commissaires scientifiques, étions très heureux de les avoir parmi nous ; l'exposition a attiré 130 000 visiteurs.

Maguèye avait rencontré à plusieurs reprises Daniel Mouchard, président de notre université, et avait été le médiateur central des accords avec les universités sénégalaises qui seront signés à l'automne 2026. Il ne sera malheureusement plus là pour y assister en tant qu'invité principal, mais rien ne se serait fait sans lui, sans son insatiable générosité, sa véritable fiabilité et son amitié à toute épreuve. Il venait par ailleurs d'intégrer comme expert mon collège doctoral franco-allemand sur les musées, et je m'en réjouissais. Il m'a introduit de la plus belle des façons dans la tradition et l'histoire sénégalaises, qu'il s'agisse de la sienne ou de celle de son pays, et j'ai beaucoup appris de la richesse culturelle du Sénégal, ce dont je lui serai éternellement reconnaissant. Nous avions encore de nombreux projets, dont une exposition au Goethe-Institut de Dakar qui lui tenait à cœur.

Tous mes amis français, portugais et allemands qui l'ont connu se joignent à cet hommage. Maguèye, je n'oublierai ni ton amitié, ni nos échanges, ni ton immense leçon de vie. Merci ! ■

JEAN-LOUIS GEORGET
Professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle
Directeur du CEREG et du collège doctoral franco-allemand "Représenter l'Autre : musées, universités, ethnologie"
Commissaire de l'exposition Préhistomania, musée de l'Homme

Sa fitna et nous



"Sa fitna dotou fi naané niéekh." Cette phrase, prononcée par le président Bassirou Diomaye Faye lors du lancement de son parti, est sans doute celle qui a le plus retenu l'attention de son discours. Spontanément, beaucoup y ont vu une allusion à une personne, un adversaire politique du moment. Peut-être avaient-ils raison. Peut-être pas. Seul l'auteur de ces mots en connaît la véritable portée. Mais, au fond, est-ce là l'essentiel ?

Pour ma part, je préfère laisser cette question à ceux qui aiment personnaliser les débats. Car, finalement, peu importe qui était visé. Ce qui importe, c'est que cette formule cesse d'appartenir au combat politique pour entrer dans le patrimoine républicain. Je voudrais croire que "sa fitna" ne désigne pas d'abord un homme, mais un ensemble de pratiques que notre démocratie ne peut plus accepter et que notre État de droit ne devrait plus jamais laisser prospérer. "Sa fitna", ce serait l'arbitraire lorsqu'il prend le pas sur la loi. Ce serait l'abus de pouvoir lorsqu'il supplante les institutions. Ce serait tout ce qui affaiblit les libertés publiques et installe chez le citoyen le sentiment que ses droits dépendent moins de la loi que du rapport de force.

Si tel est le sens que nous donnons à cette formule, alors elle dépasse les circonstances qui l'ont vue naître. Elle devient une exigence républicaine. Elle signifie que l'on ne verra plus des citoyens empêchés de voyager sans fondement légal clairement établi. Que des journalistes ne seront plus interpellés dans leurs rédactions ou inquiétés pour l'exercice de leur profession. Que des chroniqueurs ne seront plus emprisonnés pour leurs opinions. Que des représentants du peuple ne seront plus molestés. Que des cabinets d'avocats, des domiciles ou des biens privés ne seront plus livrés à la violence. Que les manifestations pacifiques ne seront plus empêchées ou dispersées sans justification légale claire et proportionnée. Les exemples ne manquent malheureusement pas dans notre histoire récente. Ils ne concernent d'ailleurs pas une seule période. Ils nous rappellent que l'arbitraire n'a ni couleur politique ni préférence partisane. Il change parfois de visage, mais il produit toujours les mêmes blessures : l'injustice, la peur et la perte de confiance dans les institutions.

Au fond, je suis de ceux qui souhaitent que cette formule présidentielle devienne une véritable promesse républicaine. Oui, il faut que "sa fitna" cesse. Que l'on ne voie plus des citoyens empêchés de voyager sans base légale clairement établie. Que des journalistes, des chroniqueurs ou des professionnels des médias ne soient plus privés de leur liberté pour l'exercice normal de leur métier. Que des représentants du peuple ne soient plus molestés. Que des avocats puissent exercer leur profession sans intimidation. Que les manifestations publiques puissent se tenir dans le respect de la loi, sans interdictions arbitraires ni recours disproportionné à la force.

La véritable victoire d'une démocratie ne consiste pas à remplacer l'arbitraire des uns par celui des autres. Elle consiste à faire en sorte que l'arbitraire disparaisse de la vie publique. Le véritable triomphe d'un pouvoir démocratique n'est pas de vaincre ses adversaires. C'est de renoncer, une fois au pouvoir, aux méthodes qu'il dénonçait lorsqu'il était dans l'opposition. Si "sa fitna dotou fi naané néekh" signifie que désormais nos institutions fonctionneront avec impartialité, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des libertés publiques, alors cette phrase dépasse les clivages politiques. Elle devient une espérance nationale.

Le Sénégal a suffisamment souffert des tensions politiques pour comprendre qu'aucune alternance ne vaut si elle ne s'accompagne pas d'une alternance dans les pratiques. Les hommes passent. Les institutions, elles, demeurent. Elles ne doivent servir ni un parti, ni un chef, mais exclusivement la République. Alors, oui, peu importe aujourd'hui le nom de celui que certains auront cru reconnaître derrière ces mots. Ce qui importe, c'est que "sa fitna" devienne désormais, pour tous les Sénégalais, le nom de tout ce que nous refusons de voir prospérer dans notre pays : l'arbitraire, l'injustice, les atteintes aux libertés, les violences politiques et le mépris de l'État de droit. Le jour où plus aucun citoyen ne craindra d'être privé de ses droits en raison de ses opinions, où les institutions ne prendront parti que pour la loi, où la force du droit aura définitivement remplacé le droit de la force, alors seulement nous pourrons dire, ensemble, que "sa fitna dotou fi naané niéekh". ■

BABACAR DIAGNE
Ancien Directeur de la RTS

COUPE DU MONDE 2026

Un Mondial sous haute tension géopolitique

Organisée pour la première fois par trois pays – les États-Unis, le Canada et le Mexique –, la Coupe du monde masculine 2026 aura été bien plus qu'un rendez-vous sportif. Derrière la victoire finale de l'Espagne, la compétition a mis en lumière les rapports complexes entre football, pouvoir politique et diplomatie internationale. Dans une analyse, la chercheuse Carole Gomez décrypte les principaux enjeux géopolitiques qui ont marqué ce Mondial et les défis qui attendent désormais le football mondial.

KHALY SARR

Présentée avant son coup d'envoi comme "la Coupe du monde la plus géopolitique de l'histoire", l'édition 2026 n'a pas connu les mêmes mouvements de contestation que le Mondial qatari de 2022. Les appels au boycott, les prises de position collectives sur les droits humains ou les manifestations des sélections européennes se sont faits beaucoup plus rares.

Pour autant, les enjeux géopolitiques n'ont pas disparu. Selon Caro-le Gomez, ils se sont davantage exprimés à travers des initiatives individuelles, des recours judiciaires et des tensions diplomatiques.

Ainsi, des joueurs argentins ont exhibé une banderole revendiquant la souveraineté de leur pays sur les îles Malouines, provoquant une réaction du Royaume-Uni. De son côté, le sélectionneur égyptien Hossam Hassan a affiché son soutien à la Palestine en portant un drapeau palestinien après la qualification de son équipe, tandis que l'attaquant espagnol Borja Iglesias a dénoncé publiquement les prix élevés des billets et le caractère excessivement commercial de la compétition.

Au-delà des acteurs sportifs, plusieurs organisations ont contesté la gouvernance de la FIFA.

L'association Football Supporters Europe (FSE) a saisi la Commission européenne pour dénoncer la politique tarifaire de la FIFA, qu'elle juge opaque et abusive. Dans le même temps, l'ONG FairSquare a lancé une campagne en faveur d'une réforme de la gouvernance de l'instance mondiale du football, une initiative soutenue notamment par la Fédération norvégienne de football et plusieurs parlementaires européens.

Donald Trump, acteur politique du Mondial…

L'analyse souligne également les limites du pouvoir de la FIFA. Les restrictions de visas imposées à certains membres de la délégation iranienne ou encore l'impossibilité pour un arbitre somalien d'entrer sur le territoire américain ont rappelé que l'organisation restait soumise aux décisions souveraines des États hôtes.

L'un des faits marquants de cette Coupe du monde demeure l'omniprésence de Donald Trump.

Bien qu'il ait été relativement discret pendant une grande partie de la compétition, le président américain a largement investi la préparation de l'événement, multipliant les déclarations et les interventions médiatiques. Selon Carole Gomez, cette stratégie s'inscrit dans une logique de diplomatie sportive visant à faire des grands événements internationaux un instrument d'influence politique et de rayonnement des États-Unis.

Cette volonté s'est notamment illustrée lorsque Donald Trump est intervenu pour obtenir la levée de la suspension de l'attaquant américain Balogun auprès du président de la FIFA, Gianni Infantino. Sa présence très remarquée lors de la finale, où il est resté au cœur de la célébration des vainqueurs, a également nourri les critiques en transformant un moment sportif en séquence politique.

L'auteure rappelle que cette Coupe du monde constitue une étape dans une stratégie plus large des États-Unis, qui accueilleront également les Jeux olympiques de Los Angeles en 2028, plusieurs Coupes du monde de rugby ainsi que la Coupe du monde féminine de football en 2031. Toutefois, les politiques migratoires américaines et les restrictions de visas pourraient entrer en contradiction avec la vocation universelle de ces compétitions.

Le sport, miroir des rapports de puissance…

L'analyse se projette enfin vers la prochaine Coupe du monde féminine, qui se déroulera au Brésil en 2031.

Pour la première fois, cette compétition sera organisée en Amérique latine, une région où le football occupe une place centrale mais où la pratique féminine demeure confrontée à d'importantes inégalités.

Selon Carole Gomez, le choix du Brésil traduit la volonté de la FIFA de poursuivre l'internationalisation du football féminin tout en s'appuyant sur les infrastructures héritées du Mondial masculin de 2014. Cette édition sera également la dernière disputée à 32 équipes avant le passage à un format élargi à 48 nations.

Pour autant, la chercheuse invite à la prudence. L'organisation d'une Coupe du monde ne garantit pas, à elle seule, le développement durable du football féminin. L'enjeu résidera dans la capacité de la FIFA et des fédérations nationales à transformer l'héritage de la compétition en progrès concrets pour la professionnalisation des championnats, les conditions de travail des joueuses et la pérennité des investissements.

Au-delà des résultats sportifs, cette Coupe du monde confirme que les grandes compétitions internationales sont devenues des espaces d'expression des rivalités diplomatiques, des stratégies d'influence et des revendications politiques.

Pour Carole Gomez, le football demeure un formidable outil de rayonnement international. Mais l'édition 2026 montre aussi que la FIFA ne peut échapper aux rapports de force entre États, ni empêcher que les terrains de football deviennent, eux aussi, le prolongement des tensions géopolitiques contemporaines. ■

REVUE TOUT TERRAIN

FRANCE

Le message de Mbappé à Zidane

Ce mardi, la Fédération française de football a officialisé son nouveau sélectionneur : Zinédine Zidane. Sur Instagram, le capitaine des Bleus Kylian Mbappé (27 ans, 106 sélections et 66 buts) a écrit un court message à l'attention du champion du monde 1998 : "bienvenue chez toi", a-t-il publié en story, photo du communiqué officiel à l'appui. S'il est peu probable que l'attaquant tricolore perde son brassard, Zidane a assuré qu'il n'avait pas encore choisi son capitaine.

BAYERN

Olise, Dreesen ferme encore la porte

Le Bayern Munich n'a pas l'intention de perdre l'ailier Michael Olise (24 ans, 32 matchs et 15 buts en Bundesliga pour la saison 2025-2026) sur ce mercato d'été. Malgré les nombreuses rumeurs associant l'international français au Real Madrid ces dernières semaines, le président du conseil d'administration munichois, Jan-Christian Dreesen, a encore fermé la porte à un départ de son joueur. "S'il va rester ? Oui, bien sûr. Je n'ai reçu ni lettre, ni fax, ni appel. Il est stupéfiant ce qui peut finir par se répandre quand on connaît soi-même quelle est la vérité. Pas une seule personne n'a dit si quelqu'un offre 200 millions d'euros, il faut le vendre. Il se trouve sous contrat jusqu'en juin 2029, nous sommes donc dans une situation très confortable", a assuré le dirigeant bavarois face aux médias. Reste tout de même à connaître les intentions d'Olise, qui serait séduit par la perspective de rejoindre les Merengue.

REAL

Vinicius ne bougera pas

Arsenal peut déjà faire une croix sur son rêve de recruter l'ailier du Real Madrid Vinicius Junior (26 ans, 36 matchs et 16 buts en Liga pour la saison 2025-2026) sur ce mercato d'été. D'après le média Sky Sports ce mardi, les Merengue ont totalement fermé la porte à l'idée d'un départ de l'international brésilien sur cette période des transferts. La Maison Blan-che ne compte pas vendre l'Auriverde et se montre confiante concernant la prolongation de son contrat, qui expire actuellement en juin 2027. Dès cette semaine, les dirigeants madrilènes ont prévu de passer à la vitesse supérieure dans les discussions avec Vinicius afin de le verrouiller sur le long terme. D'ailleurs, l'entraîneur du Real José Mourinho refuse d'entendre parler d'un départ de sa star.

MAN CITY

Rodri a bien dit non au PSG

Le milieu de terrain de Manchester City Rodri (30 ans, 21 matchs et 1 but en Premier League pour la saison 2025-2026) ne rejoindra pas le Paris Saint-Germain sur ce mercato d'été. Selon les informations du quotidien madrilène AS, l'international espagnol a immédiatement repoussé l'approche parisienne, sans même prendre connaissance de l'offre du double champion d'Europe. Pour son avenir, le récent champion du monde envisage en priorité un retour en Espagne, avec une préférence assumée pour le Real Madrid, ou la poursuite de son histoire avec les Citizens. Sous contrat jusqu'en juin 2027 avec City, Rodri risque de devoir prendre une décision importante pour la suite de sa carrière dans les jours à venir.

LIVERPOOL

Barcola a bien donné son accord

Bradley Barcola (23 ans, 29 matchs et 11 buts en L1 pour la saison 2025-2026) a bien donné son accord de principe en vue d'un transfert à Liverpool, selon le journal L'Equipe ce mardi. L'ailier français, qui a décidé de ne pas prolonger son contrat au Paris Saint-Germain, doit désormais trouver un terrain d'entente sur le plan contractuel. Dans le même temps, les deux clubs vont négocier les détails financiers du transfert, ce qui ne sera pas une chose aisée, au vu du montant réclamé par le PSG (170 millions d'euros) pour un joueur qui n'a plus que deux ans de contrat. Barcola, qui s'est entretenu avec le nouveau manager des Reds Andoni Iraola, espère que les deux formations scelleront elles aussi un accord dans les prochains jours.

ITALIE

Mancini de retour après l'échec Pirlo

L'Italie a déniché son nouveau sélectionneur. Après le psychodrame autour de la nomination avortée d'Andrea Pirlo, la Fédération italienne devait trouver celui qui relancera la Nazionale. Ce mardi, la FIGC a annoncé le retour de Roberto Mancini. Le technicien de 61 ans a déjà occupé cette fonction entre 2018 et 2023, en remportant au passage l'Euro 2020. Depuis, il a entraîné la sélection d'Arabie saoudite (d'août 2023 à octobre 2024) puis Al-Sadd au Qatar (de novembre 2025 à juin 2026). À noter que Claudio Ranieri serait nommé directeur technique, à la place de Paolo Maldini.

PROGRAMME FIFA FORWARD

Infantino veut arroser les fédérations de football

Les fédérations de football pourraient voir leur dotation dans le cadre du programme FIFA Forward décupler dans les années à venir. Selon un communiqué de l'instance faîtière, la FIFA a un projet de création d'une nouvelle filiale dénommée FIFA Forward Enterprise (FFE), chargée de la gestion de ses activités commerciales et événementielles.

LOUIS GEORGES DIATTA

Avec Gianni Infantino, l'argent circule et va couler à flots dans les années à venir. "Nous avons l'intention d'investir massivement, y compris dans les zones les plus modestes ou les plus isolées de la planète football, ces lieux trop souvent négligés." Ces propos du président de la FIFA illustrent son ambition d'injecter beaucoup d'argent dans le football. Gianni veut augmenter considérablement les dotations financières au bénéfice des fédérations affiliées.

Dans un communiqué publié ce mardi, l'instance dirigeante du football mondial a partagé son intention de "porter le financement du développement du football à plus de 10 milliards de dollars US". "Le développement du football aux quatre coins du monde bénéficierait immédiatement d'un financement accru mis à la disposition des 211 associations membres de la FIFA", a indiqué la note.

Dans le cadre du programme FIFA Forward, la Fédération internationale prévoit de faire passer à plus du double le financement octroyé à chaque association membre dans les années à venir. Ainsi, pour le prochain quadriennal (2027-2030), la subvention sera de 20 millions de dollars US (environ 11,5 milliards de francs CFA), contre 8 millions de dollars US (4,6 milliards de francs CFA) actuellement, soit une hausse de 12 millions de dollars US (environ 6,9 milliards de francs CFA).

Ce montant passera à 22 millions de dollars US (12,7 milliards de francs CFA) entre 2031 et 2034 et atteindra les 24 millions de dollars US (13,8 milliards de francs CFA) pour 2035-2038. En plus du FIFA Forward, l'instance prévoit une subvention supplémentaire au nom du programme "FIFA Fast-Forward" (FFFP), qui allouera un "financement exceptionnel et immédiat de 20 millions de dollars US par association membre, destiné à des projets spécifiques".

Ces prévisions s'inscrivent dans le cadre d'un nouveau projet que la FIFA veut mettre sur pied. Il sera matérialisé par la création de ce qu'elle appelle la "FIFA Forward Enterprise" (FFE). Il s'agit d'une "nouvelle filiale détenue et contrôlée par la FIFA, regroupant ses activités commerciales et événementielles". Il s'agit pour la Fédération internationale de capter les fonds d'investisseurs tiers. Dans ce cas, la FIFA "conserverait le contrôle exclusif de FFE ainsi que l'autorité exclusive sur la gouvernance du football, les compétitions, le calendrier des matchs et toutes les décisions d'ordre réglementaire et sportif", alors que ces nouveaux investisseurs acquerraient des participations "minoritaires" (sans droit de contrôle).

Pour financer ce programme, il est prévu que la "FIFA Forward Enterprise" lève jusqu'à 4,2 milliards de dollars US plus tard cette année, sur la base d'une valorisation initiale des capitaux propres de 20 milliards de dollars US. Ces investisseurs extérieurs "seraient sélectionnés selon des critères précis en matière de stratégie, de gouvernance et d'engagement à long terme. Ils formeraient un groupe géographiquement diversifié, reflétant la dimension mondiale de la discipline".

Le projet soumis à l'aval des fédé et du Conseil de la FIFA

Avec la création de la nouvelle entité, FFE, la FIFA prévoit de regrouper ses droits commerciaux (diffusion, sponsoring, billetterie et licences) et la gestion opérationnelle de ses tournois. Cette idée vise à concrétiser la volonté d'Infantino de "libérer le potentiel commercial et les opportunités dont dispose la FIFA".

Pour le président de la FIFA, cette valeur commerciale doit être accrue pour "soutenir un développement durable et inclusif aux quatre coins du monde" de la discipline. "Chaque association membre de la FIFA doit avoir la possibilité d'obtenir une part équitable des fonds disponibles pour façonner son propre avenir, en prenant ses décisions de manière autonome plutôt que de dépendre d'autrui. Il s'agit ici de la démocratisation du football à l'échelle mondiale", a-t-il soutenu.

Avec cette nouvelle initiative, la FIFA vise à élargir "l'accès à la discipline, à renforcer les infrastructures et les opportunités liées au football dans le monde entier, et à garantir que chaque association membre profite de la croissance du sport". Pour cela, elle s'engage à promouvoir l'"équité" dans la redistribution des bénéfices générés par la nouvelle entité.

La mise en œuvre de cette nouvelle trouvaille de l'instance faîtière du football mondial est soumise à l'aval des associations membres et du Conseil de la FIFA. "Conformément aux processus démocratiques de la FIFA, l'administration de la FIFA ne lancera la nouvelle structure que si une majorité d'associations membres décide de la soutenir et si le Conseil de la FIFA approuve les modifications réglementaires nécessaires", a précisé le communiqué.

Le président et l'administration de la FIFA auront la responsabilité de piloter le développement de ce projet. ■

FIFA

Le nouveau projet d'Infantino fait scandale

Le président de la FIFA veut en mettre plein les poches aux fédérations de football grâce à son nouveau projet de création du FIFA Forward Enterprise (FFE). Grâce à cette entité, qui va prendre en charge ses droits commerciaux et la gestion opérationnelle de ses tournois, Infantino compte décupler les subventions relatives au programme FIFA Forward au profit des associations membres. Cette idée, qui pourrait renforcer considérablement les moyens des fédérations, ne semble pas emballer tout le monde du ballon rond. À peine annoncée, elle essuie déjà des critiques. La première repose sur le fonds d'investissement Thrive Eternal qui s'impose déjà comme le grand favori pour réunir différents investisseurs privés. Le souci avec cette société est que son patron est Joshua Kushner, le frère cadet de Jared Kushner, gendre et ancien haut conseiller de Donald Trump. Ce choix suscite la polémique en raison de la relation entre Infantino et le président des États-Unis. De son côté, l'UEFA crie au scandale. Dans un communiqué, l'instance dirigeante du football européen fustige la proposition de Gianni. "Cela franchit une limite que les instances dirigeantes du football ne devraient jamais dépasser. L'UEFA prend la situation très au sérieux. Il en va de même pour toutes les fédérations nationales de football, ainsi que pour toutes les parties prenantes : ligues, clubs, joueurs, supporters, gouvernements et tous ceux qui ont à cœur l'avenir de ce sport. L'âme et la gouvernance du football ne sont pas des actifs destinés à être négociés, surtout en l'absence totale de transparence quant aux bénéficiaires financiers. Aucun d'entre nous n'est propriétaire du football. Il n'appartient pas à la FIFA de le vendre." Ça commence mal pour Infantino, qui ne pourra pas compter sur le soutien de l'UEFA pour valider son idée. Il pourra peut-être s'appuyer sur ses amis de la CAF. ■

L.G. DIATTA

BRÈVES

AMEDSPOR

Les vraies raisons de l'échec du transfert de Bamba Dieng

Contrairement aux informations relayées ces dernières heures, Bamba Dieng n'a jamais échoué à la visite médicale d'Amedspor. Et pour cause : l'attaquant ne s'est tout simplement jamais rendu en Turquie. Selon nos informations, le joueur a renoncé à effectuer le déplacement après un changement de contexte dans les négociations, alors que l'opération semblait pourtant en très bonne voie. Toujours selon nos informations, plusieurs éléments sont venus bouleverser les discussions de dernière minute, notamment l'arrivée de nouveaux intermédiaires et une modification des conditions initialement convenues entre les différentes parties. Selon plusieurs témoins présents sur place, un agent prénommé Murat Ardiclik aurait menacé le représentant de l'avant-centre de 26 ans. Face à cette situation, le clan de Bamba Dieng a préféré mettre un terme aux négociations avant même son départ. Les informations évoquant une visite médicale ratée sont donc totalement infondées et ne reflètent en rien la réalité du dossier.

LA COROGNE

Aubameyang justifie son choix

Sur ce mercato d'été, l'attaquant Pierre-Emerick Aubameyang (37 ans) a quitté l'Olympique de Marseille pour le Deportivo La Corogne pour 1,5 million d'euros. En conférence de presse ce mardi, le Gabonais a pris le soin de justifier sa décision. "Quand j'ai reçu la proposition, j'ai tout de suite discuté avec mes agents et ma famille. J'ai dit qu'on devait écouter ce que le club avait à dire car je connais le Deportivo depuis tout petit, quand il évoluait en Ligue des Champions. Déjà, c'était important de le voir retrouver la Liga. Pour moi, c'était important de pouvoir aider l'équipe. C'est pour ça que j'ai beaucoup aimé le projet. On a ensuite eu de très bons contacts", a commenté l'ancien Mar-seillais. Dans sa carrière, Aubameyang a déjà évolué en Liga sous les couleurs du FC Barcelone.

LENS

Sangaré vers Brentford pour 48 M€ ?

Auteur d'une superbe saison 2025-2026, le milieu de terrain Mamadou Sangaré (24 ans) se rapproche d'un départ du RC Lens à l'occasion de ce mercato d'été. D'après les informations du quotidien L'Équipe ce mardi, l'international malien pourrait prendre la direction de Brentford. En négociations depuis plusieurs semaines, les dirigeants lensois et anglais ont encore des derniers détails à régler, mais devraient s'entendre pour une opération estimée à 48 millions d'euros. Cependant, Crystal Palace s'est aussi positionné pour Sangaré et pourrait relancer ce dossier en réalisant une proposition encore plus importante. Une plus-value XXL en perspective pour le RCL, qui a recruté le natif de Bamako pour 8 millions d'euros en provenance du Rapid Vienne l'an dernier.